

Une interview de Jean-Marie Tjibaou

# Rouge

Cette semaine

Un supplément spécial  
Emploi

M 1578 N°1145 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

1 au 7 février 1985

## PCF

**Quand  
les militants  
tirent le bilan**

**Il est globalement négatif**



# Le terrorisme et son exploitation

Par Christian Picquet

L'ingénieur général Audran, collaborateur du ministre de la Défense, a été abattu, le 25 janvier, par le groupe Action directe. Cet acte appelle, de la part des révolutionnaires, une condamnation sans réserves. Non que la personnalité de cet officier suscite la sympathie. Il était une sorte de chef d'orchestre des exportations d'armement et se trouvait probablement au cœur d'innombrables tripatouillages internationaux. Mais les méthodes d'Action directe sont totalement inaptes à combattre le fructueux négoce des marchands de canons français qui, encouragés par la politique des gouvernants socialistes, ne songent qu'à préserver la troisième place conquise par la France sur le marché mondial des engins de mort. Le terrorisme d'Action directe révèle, une fois de plus, ses conséquences profondément réactionnaires. Parce qu'il est l'œuvre d'un petit groupe marginal, sans racines sociales, il permet toutes les provocations, toutes les manipulations de l'opinion voire toutes les manœuvres de réseaux internationaux plus ou moins dépendants de certains Etats. On le voit bien aujourd'hui. L'assassinat du général Audran permet, par exemple, aux chantres de la nouvelle guerre froide d'incriminer un obscur complot contre le « monde libre » et de faire oublier, par la même occasion, que la course aux armements engagée par les puissances occidentales se heurte, avant tout, à l'opposition de millions d'hommes et de femmes sur l'ensemble du vieux continent. De surcroît, la mort de René Audran est également l'occasion d'une virulente campagne de la droite contre les réfugiés politiques. Il est, à cet égard, significatif que les autorités italiennes aient mis à profit cette occasion pour réclamer un renforcement de la coopération des polices européennes et l'extradition de certains militants, pourchassés pour leurs convictions, de l'autre côté des Alpes.

Voilà pourquoi, si nous combattons le terrorisme irresponsable et dangereux d'Action directe, nous ne hurlerons pas avec les loups. Le climat actuel ne peut que nous inciter à redoubler d'ardeur pour organiser la plus vaste mobilisation contre le surarmement impérialiste et pour défendre, pied à pied, toutes les libertés, à commencer par un droit d'asile déjà mis à mal il y a quelques mois.

## LONGWY Après les luttes... la répression

« Longwy 79-84 », des sidérurgistes en lutte contre les restructurations, des opérations « coup de poing » qui visent à montrer la résistance des travailleurs à la politique patronale, leur détermination. Aujourd'hui la presse n'en parle plus guère, mais la bourgeoisie n'a pas oublié et le fait savoir à sa manière. Un militant de la CGT, Massimo Trinoli vient d'être condamné en appel à verser... 16 700 francs à une société dont un camion avait été déchargé de son contenu par les travailleurs le 24 mai 1984. Ceci au cours d'une action visant à défendre le train à feuillard de Rehon fermé en décembre dernier. Cela paraît incroyable et c'est pourtant vrai. Un travailleur est condamné... à indemniser les patrons. Que de dommages et intérêts ceux-ci ne devraient-ils pas verser pour la casse de la sidérurgie ! La justice de classe ça existe bien et ça fait mal. Au mouvement ouvrier de montrer que la solidarité entre travailleurs n'est pas non plus un vain mot (Trinoli va en cassation), et que les patrons en soient pour leurs frais.

## TUBE Le nouveau look des machos (et des autres)

« Etre une femme libérée... » Allez, mais oui, vous connaissez. Vous savez bien, le « tube » du moment ! Tellement « tube » que le *Nouvel Observateur* — journal progressiste — en a fait sa couverture récemment. Quand il s'agit d'exorciser le féminisme, tous les moyens sont bons, même les plus petits ! Et le *Nouvel Observateur* de se pencher avec une condescendance appliquée sur les ex-« harpies » du Mouvement des femmes, qualifiées pour les besoins de la cause d'« héroïnes fatiguées » en mal de mâles ! Une certaine manière d'indiquer aux femmes le chemin de la

A l'initiative du Collectif pour la venue à Paris de douze enfants de mineurs, du SNPES 93 et de la FEN 93, un gala de solidarité avec les mineurs britanniques se tiendra le dimanche 3 février de 17 h à 22 h, sous le chapiteau de l'Ecole du cirque Annie-Fratellini, 2, rue de la Clôture, M° Porte de la Villette. A l'affiche : G. Servat, Guet Apen, Fingar, Tasaf.

maison et du « sois belle et tais-toi ». Manque de bol, ça, on connaît. Merci, on avait déjà entendu.

Quant à la chanson, pour aussi séduisante qu'elle veuille paraître, les couleuvres qu'elle tente de nous faire avaler sont grossières ! « Ne la laisse pas tomber, elle est si fragile... » Petit détail : ce n'est pas eux qui nous laissent tomber. C'est nous qui les larguons le plus souvent ! En effet, malgré leur fragilité bien connue, ce sont les femmes qui demandent majoritairement le divorce. Un hasard ? Et comment ne pas entendre dans ce refrain nostalgique l'angoisse du gardien de but devant le pénalty ? Car, en ce qui nous concerne, vous savez, « être une femme au foyer ce n'est pas si facile ». Pour laver, repasser, épousseter, bichonner, éduquer, adorer et baiser, faut pas être fragile (et, en plus, c'est rarement passionnant) ! Et ça, ne vous en déplaise, les femmes ne sont pas près de l'oublier !

## CENSURE Marie saluée par le tribunal

Je vous salue Marie, le film de Godard, ne sera pas interdit et ne subira aucune coupure. Il sera même projeté à Versailles, la cité des rois de droit divin, point de départ de la demande d'interdiction. Nul doute que la projection du film y verra là comme ailleurs une certaine affluence, grâce à la publicité que cette affaire lui aura procurée. Et ainsi l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (dirigée par Romain Marie, député européen du Front national) fait figure d'arrosee arrosé. Ouf ! Tout de même, on l'a échappé belle ! Le tribunal de Paris n'a pas retenu la demande d'interdiction faite par cette association et la Confédération nationale des associations familiales catholiques qui prétendaient agir « au nom de l'intérêt collectif » et qui réduisaient l'identité française à l'identité française catholique et la « dignité de la femme » à sa virginité !

En tout cas, l'intégrisme *made in France* n'a rien à envier à d'autres. Imaginez s'il était au pouvoir !

## PARIS Agression des « Le Pen » sur un marché

Dimanche 27, à 9 h 30, sur le marché de la place des Fêtes, situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un groupe d'in-

dividus du Front national agresse des vendeurs de *Rouge*, et des diffuseurs de tracts appelant au meeting de solidarité avec le peuple kanak (avec Jean-Marie Tjibaou) ayant lieu le mardi suivant. Un militant de la LCR est blessé. « Les Le Pen », comme les appellent les jeunes du quartier, prennent photo sur photo. Après un bref affrontement, les militants du Front national ne font pas le poids.

Des gens s'attroupent, des diffuseurs du *Monde libertaire*, des membres d'associations locales diffusant un tract contre la haine raciale, renforcent les rangs des antiracistes. De nombreux passants prennent fait et cause pour les anti-Le Pen. Après quelques roulements d'épaules et l'arrivée de renforts, les troupes du Front national seront néanmoins contraintes de s'exiler à l'autre bout du marché, cent mètres plus loin.

Les anti-Le Pen ont la ferme intention d'assurer leurs ventes de presse la semaine prochaine. Une quinzaine de jeunes qui ont suivi la scène de près concluent : « Les Le Pen, faut pas qu'ils rappliquent ! »

## SECURITE Un candidat du Front national en prison

Michel Chirat, 46 ans, militant du Front national, était candidat, officiellement inscrit sur la liste de cette organisation, pour les prochaines cantonales dans une circonscription du Lot-et-Garonne. Il ne l'est plus. Il se trouve en prison, inculpé d'agression à main armée contre deux octogénaires invalides. Voilà qui va quelque peu ternir l'image de farouche défenseur de la sécurité des Français que cette organisation essaie de se donner.

Du côté des dirigeants locaux du Front national, c'est, paraît-il, l'embarras. Et pour cause ! Il y a comme une contradiction à faire de grandes tirades sur le laxisme du garde des Sceaux et à reconnaître dans ses propres rangs la présence de bandits de la volée la plus sordide, celle qui s'attaque

aux petits vieux pour leur piquer leurs économies !

Mais pour autant, le fait n'a rien d'étonnant. Imaginez un peu que Le Pen se mette à faire la police dans son parti et à virer tous ceux qui ne sont pas très nets, qui ont mis les mains dans des affaires louches, qui sont impliqués dans les pires exactions, qui ont fait l'Indochine, l'Algérie et maintenant la Nouvelle-Calédonie... Que resterait-il pour construire le Front national ? Le Pen lui-même échapperait-il à la purge ?

## ARGENTEUIL Lycéens en lutte

La carte scolaire définissant les dotations horaires de chaque établissement pour la rentrée 1985 vient de tomber dans l'académie de Versailles. Les ravages sont particulièrement importants au lycée Georges-Braque et au LEP Puiseux d'Argenteuil : moins 77 heures de cours au lycée et moins 35 heures au LEP ; suppression de toutes les options sauf le latin ; suppression de la seconde langue au LEP alors qu'elle permettait l'accès à la première de réadaptation ; suppression de cinq postes de professeurs au lycée.

La riposte de ceux d'Argenteuil n'a pas traîné. Dès le vendredi 11 janvier, les lycéens se sont mobilisés et ont formé leur comité d'action à travers l'organisation d'une grève massive.

Le jeudi 17, avec le soutien des enseignants qui décident d'une demi-journée de grève, une nouvelle manifestation est organisée. Après le rectorat, c'est maintenant devant le ministère que plus de mille lycéens se retrouvent. Une délégation est reçue... Elle n'obtient rien.

La mobilisation continue donc. Vendredi 24, une nouvelle délégation devait être reçue au rectorat... Seuls les profs et les parents ont pu s'y rendre : les 250 lycéens ont été coincés dans le métro par les flics.

Prochaine étape : le 5 février. Les lycéens comptent se joindre à la journée d'action du SNES en manifestant sous leur propre banderole.

**Meeting du GRS**  
(Section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale)  
**Vendredi 8 février, 19 h.**  
AGECA (177, rue de Charonne,  
M° Alexandre Dumas)  
Qu'est-ce que le GRS ?  
Où en est la situation aux Antilles ?  
Quelles propositions d'action  
dans l'émigration ?

### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Nom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

# Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



PCF

# La fin de l'ère monolithique

*Pour la première fois de son histoire, la direction du PCF n'a pu réduire à un volume négligeable l'opposition interne. Les chiffres officiels d'abstentions et de votes contre lors des conférences fédérales mettent fin au dogme de l'infaillibilité du bureau politique. Mais il ne s'agit pas d'un simple réflexe démocratique. Ce qui motive l'audace des militants, c'est le doute sur l'orientation proposée au parti.*

Le projet de résolution du XXV<sup>e</sup> congrès du PCF a recueilli, selon *L'Humanité* du 29 janvier, 11 612 voix pour, 334 contre et 856 abstentions. Soit l'addition des votes de 82 fédérations départementales. Trois fédérations ont repoussé le projet : Hautes-Alpes, Corse-du-Sud et Haute-Vienne. Dix fédérations devaient tenir leur conférence les 2 et 3 février. Cette froide arithmétique relate fort mal l'ampleur de l'événement qui vient de se produire dans le PCF. En fait, le monolithisme est rompu, sans doute de manière définitive.

## Un événement majeur

De quoi s'agit-il ? Certainement pas de joindre notre fébrilité à celle des journalistes bien-pensants, l'œil collé à la serrure des conférences du Parti communiste. L'affaire n'est pas journalistique. Elle devient un événement politique majeur.

Pour la première fois, la direction du PCF n'a pu réduire à un volume négligeable l'opposition interne à son orientation. Les chiffres officiels indiquent que 10 % de contre et d'abstentions ont mis fin à l'infaillibilité officielle du bureau politique. Pour la première fois, le texte soumis au vote n'a pu contenir, malgré le fragile équilibre qu'il tentait d'établir entre les différentes sensibilités du CC, un véritable débat qui est passé ailleurs.

Ce fait est de première importance. Contrairement au PC italien, le PC français a choisi de refuser le débat ; il a refusé d'accorder la moindre place à une opposition, quelle qu'elle soit. Le système de direction reposait sur un appareil pléthorique, suffisamment fort pour maîtriser en son sein les divergences et se présenter uni face à la

base. Manifestement, cet appareil, qui exclut naguère Garaudy et récemment Fiszbin, n'a pu préserver la base militante du parti des doutes et de la nécessité des discussions de fond.

C'est cette base qui vient de sanctionner la direction. Il ne s'agit pas d'un simple réflexe démocratique, d'une simple tocade née des échecs répétés du PCF sur le terrain électoral et politique. Ce qui motive l'audace des militants, c'est le doute sur l'orientation de fond du PCF. Ce qui les guide est sans doute un vote sanction sur le bilan, mais d'abord le refus de se trouver confrontés à un vide politique, à une absence d'orientation palpable, dont ils avaient besoin pour espérer redresser leur parti.

Ainsi, malgré une direction qui mit tout en œuvre pour vider le congrès de tout enjeu, en bloquant les débats par une brusque sortie du gouvernement, le débordement est bien là. Aux yeux de 10 % des votants, la direction a tort et son projet n'est ni convaincant ni adéquat.

Nouveauté par rapport aux précédents congrès, nul porte-parole membre du sérail, nul dirigeant issu de la direction et disgracié, ne peut prétendre parler au nom de cette vague qui affecte la base ouvrière. Ce n'est pas Juquin, seul membre du bureau politique à s'être abstenu sur le projet de résolution, ce n'est pas Damette ou Rigout, deux des opposants du CC, qui personnifient un tel courant, très diversifié. Et cette diversité, par le jeu des sélections des délégués, ne sera que fort modestement présente au congrès national de février.

Ce que les conférences de sections et de fédérations avaient à ratifier, c'est une orientation ordonnée autour de la notion de « nouveau rassemblement populaire majoritaire ».

La nouveauté n'est que dans l'adjonction du mot « nouveau ». Le XXIV<sup>e</sup> Congrès de février 1982 adoptait déjà dans son texte « la voie d'un rassemblement populaire majoritaire ».

## Quelle identité ?

L'intérêt d'une telle remarque n'est pas de prouver, s'il en était besoin, le manque d'imagination de la direction sortante. La vie s'en est chargée. Plus substantiellement, ce « rassemblement populaire majoritaire » fondait l'identité distincte du PC par rapport au PS ! Dans le même chapitre consacré au rassemblement en question, la résolution du XXIV<sup>e</sup> Congrès affirmait : « Le Parti communiste et le Parti socialiste sont deux partis différents. Ils entendent le rester. » Et d'ajouter que l'existence du PS pose « un problème complexe au parti révolutionnaire que nous sommes ».

Précisément, la direction sortante avoue son « retard » dans la prise en compte des réalités sociales et politiques depuis 1956. Elle présente comme un haut fait de sa démarche l'abandon de l'identité spécifique du PC, sa référence au léninisme et à la dictature du prolétariat (XXII<sup>e</sup> Congrès, 1976).

Depuis 1976, le trou béant a été comblé par des formules du genre « rassemblement populaire... ». Et dans le même temps, le PS passait allégrement devant le PC... Bizarre. Pire, la direction avoue que « se trouvait nourrie l'illusion que le PS avait décidé de rompre avec le capitalisme » au moment du Programme commun (thèses du XXV<sup>e</sup> Congrès).

Alors, où est la différence ? Quelle attitude si particulière le PCF a-t-il adoptée lorsqu'il était au gouvernement et qui le distinguait tant du PS ? La mobilisation des masses ? On l'aurait vu ! La résolution du XXV<sup>e</sup> Congrès explique que « nous nous sommes efforcés de mobiliser les forces populaires ». Mais elle avoue illico : « Nous avons connu, par exemple, la difficulté à développer l'action populaire dans le cadre de la participation au gouvernement. » On comprend l'auteur de ces lignes. Faire approuver l'austérité par ses victimes relève d'une mission impossible.

Depuis 1976, jusque dans *Révolution* du 25 janvier 1985, combien y a-t-il eu de Damette et de Juquin, de Le Pors et de

Rigout, pour expliquer que le léninisme gênait pour entrevoir la vraie nature de l'Etat. Et combien de pseudo-docteurs en marxisme rénové sont venus dire que la Commune était morte, et Octobre 1917 avec elle ?

C'est la direction actuelle qui a produit ces rénovateurs. C'est elle qui reprend la substance de leurs thèses dans des livres signés Philippe Herzog, ou dans ses titres officiels comme *Economie et Politique* ou *les Cahiers du communisme*.

## La seule alternative

L'intégralité de l'orientation est tournée vers cette banalité navrante appelée « nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Elle se trouve concentrée dans les chapitres III et IV de la résolution qui sera adoptée. De quoi accélérer la perte d'identité du PCF. En réalité, la direction sortante ressente une orientation déjà expérimentée, qui conduit le PCF à l'échec. Le 10 février, au soir du dernier jour du congrès, le PCF sera doté d'une ligne qui a déjà fait la preuve de son inanité.

Dès lors, il n'y a pas l'ombre d'une hésitation à avoir. Dans le parti, point de salut ! Celles et ceux des militants attachés aux intérêts de leur classe ne peuvent que retrouver le chemin léniniste du combat de classe, c'est-à-dire de l'action révolutionnaire résolue. Ils ne peuvent que se réapproprier les leçons d'Octobre 1917 et de la Commune de Paris et tirer les leçons des expériences historiques dans lesquelles leur parti a tourné le dos aux véritables intérêts des travailleurs : de Juin 36 à mai 1981. Et qu'ils soient persuadés d'une chose : les attaques du bureau politique contre les « rénovateurs » sont une diversion. Car les rénovateurs sont au bureau politique. Ils crachent les pépins nommés Juquin, Damette ou Rigout d'une pomme qu'ils ont déjà croquée !

Ce que la LCR propose aux militants communistes qui s'interrogent, ce n'est pas d'accompagner de manière compassée le spleen qui suivra inévitablement un congrès qui raidira la direction contre la base. C'est de s'atteler dès maintenant à la construction d'un nouveau parti des travailleurs, d'un véritable parti révolutionnaire.

Jean Lantier

PCF

# Où sont passés les rénovateurs ?

Où sont les « rénovateurs » ? Il est courant d'avancer les noms de Juquin, Damette, Rigout. Tous sont membres de l'appareil central. Damette, pour sa part, a été longtemps avec son complice Jacques Scheibling la tête chercheuse en matière d'innovations à prétentions théoriques.

Damette et Scheibling disaient dans un livre, *Pour une stratégie autogestionnaire*, commandité par le bureau politique pour commenter les XXII<sup>e</sup> et XXIII<sup>e</sup> Congrès du PCF, en 1979 : « Or, ce que nous proposons (...) avec notre stratégie autogestionnaire, c'est formellement ce que Lénine prônerait dans "l'Etat et la Révolution". »

Damette, à la pointe de ce combat, ajoutait à la fin de l'entretien qui constitue cet ouvrage : « Il ne faudrait

plus utiliser l'adjectif réformiste pour qualifier la social-démocratie. Il y a en effet une escroquerie derrière ce mot puisqu'il crédite a priori le PS d'une volonté de réforme, alors que sa volonté n'est que de gérer le système. »

Et d'en conclure, pour son parti et au nom de son parti, « Autrement dit, il faut certainement reconsidérer notre façon traditionnelle d'apprécier les réformes, en nous débarrassant de la connotation péjorative qui continue à entourer ce terme (...) Les vraies réformes,



même limitées, ont aujourd'hui un impact qui permet de les inscrire dans une dé-

marche révolutionnaire. » Autrement dit, sans trahir la pensée des auteurs, les

vrais réformistes, ce sont eux, pressés d'occuper la place toute chaude laissée

vacante en la matière par le PS.

Damette et Scheibling sont-ils les chantres oubliés d'une orientation abandonnée ? Pas du tout ! Ils ont fait école... Philippe Herzog, soi-même, du bureau politique, directeur d'*Economie et politique*, le mensuel économique-social du parti, a repris intégralement ces thèses.

Dans son livre, *L'Economie à bras-le-corps*, dont une seconde édition revue et corrigée après le départ du PCF du gouvernement eut la vedette de la fête de l'*Humanité* de septembre 1984, Herzog emboîte le pas à Damette : « Quand, voici quelques années, j'essayais pour ma part d'expliquer les causes de la crise (...) c'est la crise de la société capitaliste (...) Ces idées gardent toute leur actualité (...) mais elles ne répondent pas de front aux arguments dont se servent les patrons pour expliquer les difficultés de l'entreprise à partir des réalités. (...) »

Donc il faut trouver autre chose, et ce sera l'intervention dans la gestion des affaires capitalistes. Herzog enfonce le clou : « Par ailleurs des idées par trop globales ne permettent pas de faire reculer suffisamment ce qui demeure d'esprit du "grand soir", l'idée d'un changement de société ou à tout le moins des changements suffisants de l'Etat, seraient des préalables nécessaires pour obtenir des résultats efficaces contre la crise. »

Ce qui doit reculer, c'est pour Herzog l'idée de rupture avec le capitalisme, ce qui doit être adopté clairement par le parti pour Damette, c'est l'idée de réformes. Comme une convergence, non ?

## SEINE-MARITIME

# Une fédération dans le vent...

Les luttes de ces trois dernières années imprègnent les débats préparatoires au prochain congrès du PCF. Nous évoquons la semaine dernière le cas de la fédération du Var et de la lutte des chantiers de La Seyne. La fédération de Seine-Maritime est porteuse d'un autre bilan : celui de la lutte des papeteries de la Chapelle-Darblay.

### ● De notre correspondant.

Un contre, quatre abstentions sur 341 délégués : nous sommes loin des résultats des congrès des départements contestataires. Mais faut-il rappeler que la Seine-Maritime est le fief de Roland Leroy, chef de file de la ligne « dure », celle qui a le vent pour elle. A peine les ministres communistes sortis du gouvernement, les dirigeants locaux ont tout de suite retrouvé le ton des discours de 1978, de la période de division : tout feu sur la social-démocratie.

Preuve en est la contribution d'un responsable de la cellule des papeteries Chapelle-Darblay, Roger Lejeune, parue dans l'*Humanité* du 7 janvier. Citant le projet de résolution du prochain congrès (« en définitive, le Parti socialiste a réorienté la

politique gouvernementale dans le sens voulu par le capital », il écrit : « Je partage totalement ce point de vue, l'expérience de la lutte des papeteries de la Chapelle-Darblay à cet égard est particulièrement éloquente. »

La place occupée par ce conflit dans la région rouennaise, comme son large écho national — elle fut l'une des premières luttes dures pour la défense de l'emploi —, justifie que l'on s'attarde un court moment sur les arguments de Roger Lejeune. Première surprise, cinq maigres mots suffisent à résumer la forme de lutte qui mobilisa des semaines durant les travailleurs de l'usine : la reprise de la production sous contrôle ouvrier. Cette expérience de premier plan dans une entreprise de production

« lourde » méritait mieux. La fin du conflit est par contre largement détaillée : « (...) des résultats importants à l'opposé de ce qui était envisagé initialement par le gouvernement [dans lequel siégeaient encore à l'époque quatre ministres communistes, NDLR] et le groupe hollandais Parenco [repreneur des Pap'Chap, NDLR] ». Le rassemblement populaire majoritaire existait déjà : « Aujourd'hui comme hier nous appelons au rassemblement toutes celles et tous ceux qui entendent poursuivre avec efficacité et dans la clarté la lutte pour sortir de la crise. » La lutte des Pap'Chap consacra plutôt, malheureusement, une division profonde au sein du mouvement ouvrier rouennais. Rares étaient les forces, en dehors de la CGT, du PC... et de la LCR, qui la soutenaient. Pour les travailleurs de la région, la fin du conflit s'est traduite par la réduction de moitié des effectifs d'ici 1988. Les menaces persistent toujours sur la Chapelle-Darblay (voir *Rouge* de la semaine dernière).

### La ligne de Roland

Ce type de blindage des dirigeants ne répond pas à multiples questions que se

posent les militants au contact, eux, de la réalité. Que ce soit à propos du rassemblement populaire... ou du bilan du « socialisme » dans les pays de l'Est. L'unanimité du congrès fédéral n'y change rien. Si les militants du PCF exprimaient leurs doutes plus ou moins au grand jour pendant la période de participation au gouvernement, ils n'ont toujours pas aujourd'hui retrouvé de certitudes, de soulagement, même « avec la ligne de Roland ». Mais il est des traditions lourdes à soulever, après des décennies d'unanimité.

Dans une région où le PCF est fortement implanté, où il avait généralement plusieurs cellules dans les grandes entreprises, il suffit de remarquer l'absence du PC sur les murs de l'agglomération ; il suffit de voir les difficultés rencontrées pour mobiliser les troupes, que ce soit pour la manifestation contre le budget le 10 octobre, ou la manifestation lors de l'assassinat de militants turcs de la CGT à Mantes-la-Jolie ; il suffit de voir s'accroître la perte de cartes dans la CGT, pour comprendre que le cœur n'y est pas.

Ligne « dure » de façade aussi ! Dans la région, le dernier exemple en date est celui de la lutte à Renault-

Cléon. Après les premières grèves après juillet 1984 et la sortie des ministres communistes du gouvernement, qu'en a-t-il été ? Ligne gauche au démarrage, mobilisation et puis... coup de frein. Aucune centralisation. La première liste des licenciements à Cléon est pour avril. Aucune perspective concrète ne se dessine à l'horizon.

### Un nom : gestion

Si, pardon, la direction du PC a une solution. Elle a pour nom : la gestion. C'est le mot clé des « bonnes réponses », pour mieux produire, mieux gérer et mieux vendre ! Contre-propositions sur le transport, sur le tourisme, voilà aujourd'hui, en résumé, le contenu des articles centraux de l'*Avenir de Seine-Maritime*, journal du PC.

A la tribune du congrès, Roland Leroy disait : « Nous n'avons pas su, dans les années cinquante, trouver la voie d'un socialisme à la française (...) Je crains qu'aux élections cantonales il y ait encore des gens qui nous reprochent la politique du gouvernement. »

La « ligne dure » n'offre guère de contrepois de taille.

Maria Jones

J. L.

NOUVELLE-CALEDONIE

# Un entretien avec Jean-Marie Tjibaou

*La visite que Jean-Marie Tjibaou vient d'effectuer à Paris s'est terminée par un énorme meeting. Avant de repartir pour Nouméa, le président du gouvernement provisoire de Kanaky a bien voulu nous accorder une interview.*

● **Ton séjour à Paris tire à sa fin. Quel bilan peux-tu en tirer ?**

J'en tire un bilan très, très positif. Mais je dois dire que le rythme de travail que nous avons eu rappelle celui des gens que l'on attachait autrefois sur les bateaux pour les faire ramer sans s'arrêter.

Lors de ce séjour, j'ai essayé de faire de mon mieux et je pense que du point de vue de la lutte du peuple kanak, on a beaucoup progressé. De même qu'a progressé la prise de conscience de toutes les organisations qui nous ont apporté leur soutien.

● **Comment ont réagi les différentes formations politiques que tu as rencontrées ?**

J'ai été reçu par les dirigeants du Parti communiste et du Parti socialiste. Ces grandes organisations ont réaffirmé leur anti-colonialisme mais leur soutien effectif se fait quelque peu attendre...

● **Y a-t-il eu des engagements concrets ?**

Nous avons accueilli avec plaisir l'appel au meeting parisien par la CGT. La rencontre avec ses responsables a été un contact très gratifiant, et même étonnant car je ne connaissais Henri Krasucki que par le biais des médias. De même, du côté de la

FEN avec laquelle les contacts ont été d'autant plus intéressants que sur place, en Nouvelle-Calédonie, le SNI-PEGC ne s'est pas montré très ouvert aux revendications du peuple kanak. Cela rend leur soutien ici d'autant plus important.

Je dois aussi remercier la LCR qui, en liaison avec l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak, a beaucoup travaillé. Votre imprimerie a tiré des affiches, en hommage à Eloi Machoro, et d'autres avec le drapeau de Kanaky. Je remercie vos militants qui ont organisé une petite fête en notre honneur en vos locaux, qui était très chaleureuse et sympathique. Nous avons apprécié la force de votre soutien. Les contacts qu'Alain Krivine avait pris lors de son séjour nous ont beaucoup aidés pour concrétiser les rapports entre votre organisation et tous ceux qui, ici, soutiennent les luttes de libération et le peuple kanak. Tout cela a permis un contact plus authentique, parce qu'en relation directe avec le terrain, et je tiens à donner un coup de chapeau à cette relation privilégiée.

Il faut aussi citer les contacts avec d'autres organisations comme le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, Justice et Paix, la CFDT, l'Eglise protestante de France. Je n'ai pas pu comme je le souhaitais rencontrer des responsables de

## Une rencontre chaleureuse

Jean-Marie Tjibaou s'est rendu lundi en fin de matinée au siège de la LCR à Montreuil pour y rencontrer une délégation de la LCR conduite par Alain Krivine. Au cours de l'entretien qui a duré une demi-heure, la délégation de la LCR a réaffirmé au président du FLNKS son engagement total dans la campagne de solidarité à la lutte du peuple kanak. Alain Krivine a précisé à l'issue de cette rencontre que le rôle des anticolonialistes français n'était pas d'intervenir dans les négociations en cours mais d'aider à

créer le mouvement de solidarité le plus unitaire possible de façon à ce que le peuple kanak obtienne dans les plus brefs délais et les meilleures conditions l'indépendance et le socialisme. « La lutte pour la libération des militants kanaks emprisonnés et le désarmement des milices caldoches sont aujourd'hui, a-t-il ajouté, les deux priorités de cette campagne qui trouvera un nouvel essor avec le succès du meeting unitaire organisé mardi soir à l'Espace Balard. »

l'Eglise catholique. J'ai également eu une entrevue avec Pierre Mauroy qui nous a apporté son soutien personnel.

Mais le plus important, c'est peut-être la rencontre de samedi dernier avec tous les comités, la trentaine de comités qui se sont mis sur pied en province, à l'initiative de personnes qui n'ont peut-être jamais vu un Kanak de leur vie. Tout cela est émouvant, gratifiant, et je pense que nous partageons le même mouvement de sympathie pour une cause qui doit servir le peuple kanak mais aussi la montée de la conscience progressiste en France.

● **Tu retournes aujourd'hui en Kanaky. D'après les enseignements que tu tires de ce séjour, comment envisages-tu la prochaine étape de la lutte ?**

Hier, on a commencé à évoquer une action à l'échelle nationale en Nouvelle-Calédonie, voire même internationale, aux alentours du 20 avril, après Pâques... Cela reste à voir sur place avec les comités locaux. Cela pourrait concrétiser et donner un élargissement de ce qui s'est passé hier soir avec le meeting. C'est vraiment une

rencontre extraordinaire qui nous a réchauffé le cœur, ainsi qu'à ceux tous ceux qui l'ont préparé. Cela a réchauffé le cœur de tous les militants qui luttent pour quelque chose de meilleur, de nous tous.

Le meeting d'hier soir est une action décisive. Ce type d'action menée en France est très importante pour nous, surtout avant le vote sur l'autodétermination pour faire prendre aux Calédoniens une position déterminante. Non pas pour ou contre la France, mais pour résider, travailler en Nouvelle-Calédonie, pour vivre libres avec les Kanaks. Le soutien en France même sera d'un grand secours pour faire contre-poids au RPCR qui, avec la mobilisation nationale de l'opposition, en arrive à expliquer qu'être pour la liberté du peuple kanak, c'est être contre la France.

Le mouvement de sympathie ici est un mouvement pour la grandeur de votre peuple et il peut aider ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, hésitent, qui ont peur de prendre position pour la liberté du peuple kanak sans être contre leur patrie d'origine.

**Propos recueillis par Raphaël Duffleaux**

*Lundi 28 janvier, Jean-Marie Tjibaou s'est rendu au siège de la LCR à Montreuil. Il a tout d'abord longuement rencontré une délégation du bureau politique avant de participer à un pot de bienvenue offert par notre imprimerie, Rotographie, et la rédaction de « Rouge ». A cette occasion, Rotographie lui a remis cinq cents posters aux couleurs de la Kanaky libre.*



## NOUVELLE-CALEDONIE

# La pacification

*Deux poids, deux mesures, tandis que les milices caldoches conservent leurs armes, le FLNKS est durement frappé. Plus de cent dix militants indépendantistes sont en prison. Le début de la « pacification » a commencé.*

L'Assemblée nationale a voté la prolongation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie. Sur le terrain, tandis que les caldoches se plaignent de l'état d'urgence — vous vous rendez compte ? Ils ne peuvent plus aller dans les discothèques ! —, le bilan des arrestations de militants kanaks s'alourdit de jour en jour.

Ce sont à présent cent dix militants indépendantistes qui moisissent à la prison de Nouméa, à Camp-Est. Des dizaines sont inculpés. Plus d'une douzaine de tribus ont été ravagées par les forces de gendarmerie. Le chiffre des morts s'élève à quatorze. Les émeutiers des 11 et 12 janvier à Nouméa, eux, ont été remis en liberté. Il est vrai que

*Un état d'urgence qui laisse aux caldoches et à leurs milices toute liberté de manifester et de s'armer.*



*Vient de paraître.*

**Critique Communiste**  
revue mensuelle  
de la  
Ligue Communiste Révolutionnaire  
38<sup>e</sup> ANNÉE  
FÉVRIER 85 14 fr.

Sommaire

Les marxistes révolutionnaires  
dans la métropole coloniale  
et la lutte des peuples dominés

Supplément consacré

**lutte de classe**

Quatre articles  
sur la Nouvelle-Calédonie, le PCF et l'alternative

L'odyssée tragique  
des Allemands antinazis exilés en France

Livres

les militants du FLNKS n'ont pas fraternisé avec les gendarmes en chantant la *Marseillaise*. Pisani fait poursuivre, en parallèle aux discussions, les opérations de police contre les Kanaks. Au total, cent vingt-sept fusils ont déjà été saisis chez les Kanaks, alors que les milices caldoches conservent leurs stocks d'armes et d'explosifs. Elles continuent même leurs provocations contre les militants et les locaux indépendantistes.

L'état d'urgence qu'applique le gouvernement, c'est le début d'une politique de « pacification » pour reprendre le terme employé en Algérie. Il vise à continuer d'affaiblir le FLNKS pour le contraindre à céder.

Les enjeux de la Nouvelle-Calédonie sont bel et bien un enjeu décisif de la politique intérieure française. Parvenir à un succès dans ce domaine serait une grande victoire pour ce gouvernement, même s'il lui faut pour cela bafouer la souveraineté kanake et même passer sur le corps des

## Bientôt la gégène ?

Des informations particulièrement inquiétantes nous parviennent de Nouméa. Le FLNKS dispose de témoignages extrêmement précis sur des sévices infligés à plusieurs de ses militants par les gardes-mobiles.

A Canala et à Kouaoua, ce sont au moins trois militants du FLNKS à qui on a fait passer la nuit, attachés menottes aux poignets contre un arbre, sur des nids de fourmis rouges. Environ toutes les heures, les gardes-mobiles leur faisaient éclater sous le nez des grenades lacrymogènes pour qu'ils avouent les faits qui leur sont reprochés, sans parler des bastonnades.

La femme d'un des militants a même été amenée sur place et menacée du même traitement si son mari ne parlait pas.

Dans la commune de Thio, les gardes-mobiles se livrent à des provocations. Sitôt l'heure du couvre-feu, à 23 heures, ils montent dans les tribus ; celles de Saint-Philippot et de Saint-Pierre

ont été les plus visées. Là, ils cassent tout, effacent les inscriptions murales du FLNKS, arrachent les pancartes que celui-ci a accrochées. Tout cela pour rechercher l'incident car leurs expéditions ne sont le fait d'aucune commission rogatoire ou d'un quelconque mandat.

Le pouvoir est en train d'essayer d'intimider et de briser la résistance du peuple kanak, par une politique qui porte l'héritage de celle appliquée à grande échelle en Algérie. Cette politique d'agression physique contre les militants indépendantistes à qui tout statut politique est refusé est la conséquence de celle qui nie ses droits au peuple kanak, qui lui refuse sa souveraineté après l'avoir bafouée depuis 1853. Les responsabilités des militants anticolonialistes n'en sont que plus grandes pour dénoncer ces exactions et renforcer la mobilisation autour du combat du peuple kanak.

Jean-Jacques Laredo

VU ET REVU

## Le racisme démasqué

Thierry Desjardins a bien des soucis. Les gendarmes sont venus réveiller notre « Tintin » à Nouméa, avant le petit déjeuner. Bigre, les lecteurs du *Figaro* en frissonnent encore... Après Alain Camille, alias A.D.G., correspondant de *Minute*, un autre grand journaliste est inquiet. L'envoyé spécial a ensuite été entendu par un juge d'instruction. L'objet de cette convocation est le document censé avoir été trouvé sur le cadavre d'Eloi Machoro et annonçant l'attaque de Nouméa et le débarquement de troupes étrangères (des Papous selon Desjardins). Malgré les menaces, notre valeureux journaliste n'a pas balancé son informateur. Un dur de dur, qui a résisté aux assauts du magistrat, « sous le regard d'une charmante greffière qui avait difficilement pu s'empêcher de pouffer de rire ». Il a même déclaré ignorer savoir comment les photos du cadavre d'Eloi Machoro étaient parvenues à son journal, tout en laissant entrevoir des complicités parmi les gendarmes.

Intraitable, mais aussi infatigable, Desjardins a frappé très fort. Dans le

*Figaro-Magazine* daté du 27 janvier, il a « démasqué les agents de la subversion ». Sur trois pages, en écorchant noms et sigles, notre homme résume : « Depuis plusieurs mois, c'est en Nouvelle-Calédonie la noria des gauchistes venus de métropole pour inspirer et servir la subversion. Présents sur tous les lieux d'affrontements et de désordres, ils bénéficient du soutien actif d'Alain Krivine, chef de la Ligue communiste révolutionnaire et de la complicité directe d'agitateurs marxistes, blancs pour la plupart, tous noyautés par le Parti communiste français. » Dans le lot, Desjardins en a même oublié de parler de Kadhafi et du KGB.

On en oublierait presque Dominique Jamet qui dans le *Quotidien de Paris* évoque à propos de Jean-Marie Tjibaou le temps de Clemenceau où « six balles auraient suffi pour ce demi-prêtre ».

Il y a une certaine presse qui n'est pas sans évoquer celle dont Henri Jean-son disait : « Je la parcours chaque matin d'une fesse distraite. »

J.-J. L.

militants du FLNKS. Après tout, il n'a pas hésité à le faire récemment. Et le gouvernement est soutenu dans ce sale travail par les députés du Parti socialiste. La loi d'état d'urgence a été adoptée par leur seul vote.

Au RPR, les états d'âme ne sont pas de mise et les formules chiraquiennes ne font pas dans la dentelle : « C'est l'indépendance ou la France. » On votera contre, après que certains aient envisagé une motion de censure. Le poids des liens existant avec le lobby colonial, l'appartenance à la filiale calédonienne des Laroque, Ukeiwé et Lafleur, ne permettent pas, n'autorisent pas d'attitude conciliatrice. De plus, l'activité des uïras du Front calédonien, dont un représentant est venu à Paris qualifier Le

Pen d'« homme providentiel », le comparant à Jeanne d'Arc, impose au RPR et au RPCR de prendre les devants.

Quant à l'UDF, les débats ont mis en lumière ses divisions internes. Les tenants du réalisme (comment refuser les moyens de rétablir l'ordre que la droite réclamait hier ?) se sont opposés à ceux qui ne veulent en rien paraître comme un soutien au gouvernement. Le résultat ? L'UDF n'a pas pris part au vote, à la première lecture. Après ce bref moment d'hésitation, filiation historique oblige, l'unanimité est réapparue, à l'UDF comme à droite. En seconde lecture du projet de loi sur l'état d'urgence, l'UDF et le RPR ont voté en chœur contre.

Jean-Jacques Laredo

# Rompre avec la logique du profit

« Nous avons le pouvoir politique, mais nous n'avons pas le pouvoir économique », constatait la direction du Parti socialiste aux lendemains du 10 mai. Plutôt que de chercher à conquérir celui-ci, le PS, dès son congrès suivant, choisissait une politique de consensus avec le capital. Conséquence logique d'un duel inégal : le pouvoir politique dès lors subit les quatre volontés du pouvoir de l'argent. Le PCF présent au gouvernement, resta à l'époque quasi muet sur ce marché de dupes.

Ce simple rappel doit être présent à l'esprit de ceux qui se posent la question : « La France a-t-elle les moyens d'une autre politique, a-t-elle les moyens de la semaine de 35 heures ? » Il y a une question de choix, avant le problème des moyens. La question de l'emploi en offre d'ailleurs la démonstration limpide. La majorité promettait, lors du passage de la semaine de 39 heures, les 35 heures pour 1985... C'est aujourd'hui le passage du droit du travail pour tous, au droit flexible pour chacun, qui se négocie quotidiennement dans notre dos. Cette conséquence résulte d'abord du choix politique rappelé plus haut.

Le mot choix souligne d'ailleurs qu'une autre solution reste possible : affronter le capital avec le soutien des travailleurs victimes de ses ravages. Rappelons quelques exemples.

La majorité a décidé de limiter la politique de nationalisation à quelques groupes industriels, laissant de côté des trusts tels que Michelin, Peugeot, le bâtiment-travaux publics, le textile, des dynasties industrielles et financières

telles que les de Wendel, Empain-Schneider, Worms, Lazard, etc. Ceux qui dirigent les groupes et les banques nationalisées sont dans leur grande majorité les mêmes après qu'avant les nationalisations de 1982.

Les indemnités versées pour nationalisation (environ cinquante milliards) ont été immédiatement réinvesties par les possédants pour faire fructifier leurs capitaux dans de nouveaux « secteurs porteurs ». La volonté affichée par le gouvernement lors de l'affaire Creusot-Loire de ne pas nationaliser Empain-Schneider a coûté environ une dizaine de milliards aux fonds publics, et des milliers d'emplois.

Ces choix-là vont évidemment contre les intérêts des travailleurs. La politique inverse étendant les nationalisations à tous les secteurs clés de l'économie, plaçant ceux-ci sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, accordant une attention particulière à la publicité des comptes bancaires et écartant toute indemnisation des principaux actionnaires de groupes nationalisés, paraît d'un choix inverse. Celui-ci donne les moyens d'une politique au service des travailleurs, d'une lutte acharnée contre le chômage par la réduction du temps de travail, la semaine de 35 heures.

La politique industrielle du gouvernement est prévisiblement aujourd'hui à la Bourse de Paris qui ne s'est jamais mieux portée que ces deux dernières années. Les 500 milliards de transactions opérées sur le marché officiel cette année ont battu le record (déjà) de l'année précédente de 57,3 % - 80 %

d'un emprunt européen de 200 millions d'ECU (1 360 millions de francs) viennent d'être souscrits la semaine dernière en quelques jours à la Bourse de Paris. Les réserves d'or des particuliers sont évaluées à plus de 400 milliards, l'importance des dépôts clandestins dans les banques suisses entre 300 et 500 milliards.

Laisser ces fortunes fructifier en toute légitimité est un choix. C'est l'exact opposé d'une politique qui se préoccuperait des intérêts des travailleurs, et qui conduirait à une lutte acharnée contre le chômage, par la réduction du temps de travail, la semaine de 35 heures.

Ce choix reste le nôtre. Nous n'avons évoqué en quelques lignes qu'une partie des moyens dont pourrait se doter en se les appropriant un gouvernement au service des travailleurs pour appliquer une politique conforme à leurs intérêts.

L'argent il y en a, encore faut-il aller le chercher. Les usines existent, encore faut-il savoir au profit de qui elles tournent. Les besoins sociaux sont innombrables, encore faut-il décider de les satisfaire.

Face aux reculades permanentes de la gauche au gouvernement depuis mai 1981, ce sont ces questions-là que nous posons, que se posent, avec nous, des dizaines de milliers de travailleurs.

C'est cette force qu'il faut rassembler, pour construire un nouveau parti des travailleurs, qui fasse le choix d'une politique conforme à leurs intérêts, et avec le soutien des masses populaires.

## Rouge

• Edité par la société Presse-Édition-Communication (PEC)

• Impression : Rotaprint, Montréal, Tél. : 859 00 31

• Directeur de publication : Christian Lamotte

• Commission paritaire : 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil 93100 Montréal, Tél. : 859 00 80 (lignes groupées)

# Rouge

Supplément au n° 1145  
du 1er février 1985

PAF: 2 Francs

## L'emploi, le premier des droits 35 heures !

Chômage, flexibilité, mobilité, licenciements et reconversions sont les multiples facettes d'un même projet patronal : diviser la classe ouvrière en trois ! Les uns, chômeurs, vivront aux frontières de la misère. D'autres devront se contenter d'emplois à temps partiel, de contrats à durée déterminée ou de



### Comme ils disent !

« Le travail à temps plein et à durée indéterminée a été longtemps le modèle traditionnel de l'organisation et du droit du travail. Ce type de contrat était adapté à une situation héritée du taylorisme et caractérisée par une rigidité et une uniformité de l'emploi. L'apparition du travail différencié (contrats à durée déterminée, temps partiel, travail intermittent) est la conséquence du remplacement des modèles de Taylor par de nouvelles formes d'organisation plus diversifiées, plus souples, plus individualisées. En dépit des freins voulus par le législateur, tout concourt à l'accélération de ce phénomène. »

Raymond Soubie, ancien conseiller à Malignon de R. Barthe, la Tribune de l'économie (26 janvier 1985)

postes sous-rémunérés sans avenir. Les privilégiés qui bénéficieront d'un emploi garanti seront soumis à la mobilité géographique, aux horaires flexibles au gré de la marche des entreprises et des décisions de leurs états-majors.

La venue du « modèle japonais » disséqué et vanté dans les milieux patronaux et gouvernementaux n'a pas permis d'éviter ces tendances à la perte d'autres racines. Ce sont ces méthodes d'exploitation et de division des travailleurs en vigueur dans ce pays que

veulent implanter en France — comme en Europe d'ailleurs — ceux qui nous dirigent et nous gouvernent.

Le rapport du P. DG Dalle sur la restructuration de l'automobile parrainé par Mitterrand n'en fait pas mystère. Il propose l'organisation du travail appliquée dans les firmes japonaises comme le modèle à suivre en France. Les sureffectifs, estimés à 74 000, seraient éliminés d'ici 1990. Les effectifs maintenus soumis à de nouvelles conditions de travail, ruinant les acquis de la classe ouvrière depuis l'obtention de la semaine de travail de quarante heures en cinq jours en 1930.

Les conséquences de ce modèle pour les travailleurs japonais sont connues. Elles étaient déjà décrites en ces termes en 1977 par un journaliste du Monde : « Dans ce pays réputé pour son système d'emploi à vie, il y a une incroyable mobilité de la main-d'œuvre. L'emploi dans l'industrie manufacturière a diminué de 10 % entre 1970 et 1975 (...) la "aristocratie ouvrière" elle-même, si elle est assurée de son emploi et de son salaire de base, n'a aucune garantie de pouvoir d'achat, ni de poste de travail. Sous peine de perdre leurs privilèges, l'ouvrier, l'employé ou le cadre doivent accepter de changer instantanément de métier, de région, d'entreprise. » (voir encadré p. 29)

Si nous laissons les patrons et le gouvernement faire, c'est dans ce décor que notre pays comptera trois millions de chômeurs.

ABONNEMENT A DOMICILE		FRANCE DOMESTIQUE	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Non	
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Prévoir	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Adresse	
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Formule choisie	
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél. : 859 00 80	
Abonnements par avion : nous consulter				

# Chômage pour cause de profit

Les patrons n'en finissent pas de se frotter les mains : la gauche, depuis le 10 mai, a pleinement réhabilité la notion de profit. Ils ont donc les mains libres pour se consacrer ouvertement, avec l'aval du gouvernement, à sa seule recherche. Le profit est redevenu roi.

Celui-ci les inquiétait depuis plus de dix ans, affichant une tendance inexorable à la baisse (fig. 1). Depuis 1982, il a redressé sa courbe. La tendance devrait se poursuivre en 1985. Pour s'en assurer, les possédants tirent sur trois cordes qui contribuent toutes à ligoter les travailleurs.

● La première est illustrée par la courbe du chômage. Elle s'envole à mesure que les profits se redressent (fig. 2). Les licenciements, dans une entreprise dont la production se maintient ou s'accroît, renforcent évidemment les profits patronaux, à mesure que les « frais salariaux » diminuent. Les licenciements, lorsque deux entreprises fusionnent pour rationaliser leur production et accroître leur poids sur le marché, ont sensiblement la même conséquence. Si les débouchés d'une entreprise se réduisent, les patrons commenceront par réduire les effectifs au moins dans la même proportion. Et si leur production n'est toujours pas rentable, ils reprendront leurs billes et leurs capitaux pour aller les mettre en valeur ailleurs, laissant les salariés qui restent sur le carreau.

Les trois millions de chômeurs, cap vers lequel se dirige le pays, sont la première conséquence de la course au profit.

● La seconde corde utilisée pour accroître les profits consiste à faire produire plus et mieux les travailleurs actifs. La flexibilité et l'organisation du travail « à la japonaise » servent de levier. Si l'accord sur ce point n'a pas été signé... de justesse, les patrons expérimentent déjà ses effets dans de nombreuses entreprises dans le secteur privé comme dans le secteur public. A Renault-Cléon, des équipes ont été créées pour « accroître la durée d'utilisation des équipements ». Elles travaillent 28 heures dont dix heures le samedi et le dimanche. Chez BASF (chimie), pour une « meilleure utilisation de la

capacité de production », le temps de travail réduit à 31 h 50 s'est accompagné de la création de trois équipes au lieu de deux précédemment et du travail le samedi (5 h 30), remplaçant l'organisation du travail précédente en 2 x 8. Chez Thomson (nationalisée) Angers, la réduction du temps de travail à 35 h 30 s'est accompagnée du passage en deux équipes, et du temps partiel imposé aux femmes. Quarante d'entre elles, qui avaient refusé, ont été licenciées.

La dérégulation du temps de travail des actifs est une seconde conséquence de la course au profit.

● La troisième corde, la baisse du pouvoir d'achat, la désindexation des salaires sur le coût de la vie complète la politique patronale de restauration des profits dirigée contre l'emploi. Elle comprime encore les charges salariales de l'entreprise au moment où le gouvernement utilise toutes les ficelles pour réduire leurs charges sociales. Accroissement du chômage, dérégulation du temps de travail, réduction du pouvoir d'achat sont trois conséquences

communes et réservées à la classe ouvrière, au profit des possédants. La démonstration est faite pour les années passées et pour l'année en cours et les pronostics sont précis pour les années qui viennent : **Les profits d'aujourd'hui ne sont en rien les emplois de demain !** (fig. 3)



## L'état du travail au Japon

La catégorie de la classe ouvrière japonaise que le journaliste du *Monde* baptise « aristocratie » parce qu'elle bénéficie d'un emploi à vie représente 20 % de la population active au Japon. Les 80 % restants travaillent dans les services ou PME. 65 % de celles-ci fournissent les grandes entreprises « à la demande ». Leurs salariés connaissent des conditions de travail particulièrement flexibles. De plus, les salaires en vigueur dans les entreprises de moins de trente salariés représentent 56,4 % de ceux perçus dans les entreprises de 500 salariés et plus. La lourdeur des horaires est inversement proportionnelle à la taille des entreprises : les employés des sociétés de trente à trente-neuf sala-

riés connaissent une durée annuelle du travail supérieure de 10 % à celle des salariés des grosses sociétés. Ce chiffre est encore plus élevé pour 50 % de la main-d'œuvre.

A l'inverse, nombre de salariés, les femmes en tout premier lieu, doivent se plier aux emplois à temps partiel ne dépassant pas huit ou seize heures par semaine. Le taux de chômage officiel, enfin, est une véritable hypocrisie. Etabli à 2,7 %, il ne prend en compte que ceux qui ne travaillent même pas une heure par semaine ! Dans un rapport publié en 1981, les professeurs Yuji Kato et H. Levie en concluaient que le taux de chômage au Japon pouvait être bien plus proche de 25 % que de 2 % !

# 35 heures: l'emploi, le premier des droits

Les patrons voudraient accorder à chaque individu un droit au travail spécifique, adapté aux exigences de leur taux de profit. Ils nient le premier des droits de l'homme à tous ceux qui ne sont pas immédiatement utiles à la rentabilité de leur capital, et les condamnent au chômage.

La revendication de la semaine de trente-cinq heures en cinq jours pour tous avec maintien intégral du salaire (voir encadré) est un premier barrage face au projet de division de la classe ouvrière mijoté par les possédants, avec l'aval du gouvernement. La semaine de trente-cinq heures doit constituer une première mesure. Elle permettrait déjà



1973-1981

13 h. de moins

La productivité horaire du travail s'est élevée, de 4,7 % tous les ans entre 1973 et 1981 (1). Un calcul sommaire démontre donc que la même production sur la base d'une semaine de travail demandait, en 1983, treize heures de moins qu'en 1973. Un simple maintien de la quantité produite par individu justifiait donc la semaine de travail de vingt-sept heures au début des années quatre-vingt. Les patrons ont évidemment préféré maintenir la durée du travail et empocher les bénéfices de l'accroissement de la productivité !

Reste que la revendication de la semaine de trente-cinq heures n'a rien d'ultimatisé. C'est même un minimum ! L'accroissement de la productivité du travail justifie en même temps la réduction du temps de travail intégralement compensée. Puisque la quantité produite en une heure s'est accrue de 4,7 %, si le temps de travail reste égal, c'est le salaire qui doit être augmenté de 4,7 %. Si la durée du travail est réduite de 4,7 %, c'est le salaire qui doit rester identique. S'il baisse, c'est que les patrons vous paient moins qu'avant pour une production égale !

1. Jacques Freyssinet, *Le Chômage*, page 89, éd. La Découverte.

de mettre fin à toute charrette de licenciements, en maintenant l'ensemble des postes de travail disponible par la réduction du temps de travail.

A terme, c'est une réduction encore plus radicale qui constitue le seul moyen d'en finir une fois pour toutes avec le cancer social du chômage. La somme de travail nécessaire à l'échelle de la société doit être répartie entre tous les travailleurs disponibles. La durée du travail de chacun dépendra de l'emploi de tous. Il ne s'agit en rien de répartir la misère. Cette revendication s'accompagne au contraire de l'évaluation de la somme de travail à fournir en fonction des besoins de la société, et non plus de la courbe du taux de profit.

Et il y a de quoi faire. Une simple question le soulignera simplement : y a-t-il trop de biens produits aujourd'hui sur la planète, alors que les moyens de production tournent au ralenti, tandis que les symptômes de la misère s'accroissent dans nos sociétés, font périr hommes, femmes et enfants par dizaines de milliers dans les pays dits « sous-développés » ? Evidemment non. La satisfaction de ces besoins exige donc un développement productif sans précédent. Elle est liée au droit à l'emploi pour tous, à une durée du travail réduite.

A ceux qui taxeraient ce projet d'utopie, nous retournons le compliment : qu'ils regardent un peu mieux ce qui se passe sous leurs yeux ! Le patronat restaure ses profits en réduisant inexorablement le niveau de vie des masses populaires, en accroissant le nombre des chômeurs. Par conséquent, la crise ne peut que s'accroître encore. Comment une relance se produirait-elle, si les ressources de l'immense majorité de la population s'affaiblissent ? C'est la logique de ce système qui est absurde et les moyens qu'ils inventent pour sortir de la crise qui sont utopiques. Pas la revendication des trente-cinq heures.

Celle-ci est par contre inconciliable avec les intérêts des capitalistes. Nous en sommes d'autant plus convaincus que nous ne cherchons pas à les concilier avec ceux des travailleurs. Pas plus qu'à marier l'eau avec le feu.

Les travailleurs ont donc toutes les raisons de refuser tous les licenciements, d'exiger la réduction du temps de travail et un emploi pour tous.

Cette revendication seule peut rassembler et unifier les travailleurs actifs, les femmes auxquelles le droit au travail au même titre que les hommes est refusé, les jeunes, les chômeurs... Des millions d'individus contre les ravages de la course aux profits qui bénéficient à quelques milliers de privilégiés.

# Pour l'emploi, il faut un mouvement d'ensemble

La classe ouvrière est la seule classe qui n'ait pas fait peser tout son poids par ses mobilisations depuis le 10 mai. Les directions PS et PC ont répandu, sur elle, le brouillard soporifique de la gestion loyale du système capitaliste en crise.

Pour empêcher une destruction des secteurs organisés et combattifs dans l'industrie, pour empêcher l'expulsion hors des entreprises des travailleurs, il s'agit que la classe ouvrière, de manière homogène, fasse irruption sur la scène politique.

Combien y a-t-il eu de grandes manifestations ouvrières depuis le 10 mai 1981 ? Ont-elles eu le degré de détermination des catholiques pour leur école privée ou simplement des patrons routiers pour le prix du fuel et les taxes douanières ? Tout cela a manqué. Et ce manque a contribué à disloquer les rangs ouvriers.

Ce que la LCR propose, c'est l'organisation d'un tel mouvement d'ensemble, qui débouche sur une grève



générale. Les objectifs sont clairs. D'abord le droit à l'emploi pour tous. Dans une société où l'accès à la satis-

faction des besoins élémentaires passe par le travail, celui-ci est un droit fondamental. C'est ce droit qui est bafoué chaque jour par les patrons licencieurs et le gouvernement. C'est construire un pont entre les revendications immédiates des chômeurs et celles des actifs menacés d'aller les rejoindre.

L'objectif, lié au précédent, est la lutte contre le moindre licenciement qui ne saurait se justifier d'aucune manière. Non, il n'est pas légitime d'envoyer un travailleur, quelque soit son âge, son sexe et sa nationalité, aller pointer pour de longs mois à l'ANPE. Dans une société qui ne fournit aucune reconversion, où aucune branche industrielle ne crée d'emplois, un licenciement est une forme de bannissement d'un travailleur, une sanction pour l'empêcher d'accéder à une forme de vie stable.

De la même manière, un temps de travail à 35 heures permet de libérer les heures de travail nécessaires au maintien intégral de l'emploi dans les entreprises.

Le troisième objectif d'un tel mouvement est la lutte permanente contre toutes les formes de travail précaire, temps partiel comme intérim, contrat à durée déterminée comme flexibilité en tout genre.

Il s'agit de débattre de cette perspective, d'en faire l'objet d'un débat véritable, pour convaincre, pour mobiliser sans griller aucune étape. Mais il s'agit d'en parler pour tenter par tous les moyens de l'atteindre.

## Les femmes et l'emploi

Les femmes représentent un tiers des effectifs salariés. Mais la proportion est strictement inverse pour les travailleurs à temps partiel. Faute d'avoir obtenu le droit au travail égal à celui des hommes, les femmes seraient-elles contraintes de se contenter d'un demi-droit ?

De 3,7 % de l'ensemble des effectifs salariés, la proportion des travailleurs à temps partiel est passée à 7 % en 1982. Les hommes représentaient 41,1 % de cette catégorie en 1975, les femmes 58,9 %. Elles constituaient 66,4 % de l'ensemble des salariés à temps partiel en 1982, contre 33,6 % pour les hommes.

En six ans, le recul est net.

Le temps partiel est l'une des armes du patronat et des pouvoirs publics pour faire entrer la flexibilité dans les mœurs. L'attaque vise d'abord les femmes et s'appuie sur leur double exploitation, dans une société où la majorité des tâches ménagères les contraignent à cumuler garde des enfants et « bons soins

du ménage » avec leur temps de travail professionnel. Le décor du chantage aux bienfaits du travail partiel est en place. Le manque criant d'équipements sociaux — qui seraient le seul moyen efficace de permettre aux femmes le libre accès au droit du travail en répartissant le poids des tâches ménagères — perpétue l'inégalité de départ.

Les femmes restent également plus longtemps au chômage (seize mois contre douze pour les hommes). Les jeunes femmes de quinze à vingt-quatre ans fournissent le plus fort contingent de sans-emploi (30,2 % de cette catégorie d'âge).

Les revendications des femmes contre toute discrimination sexiste à l'embauche, pour une réelle égalité professionnelle, pour la création d'équipements sociaux garantissant leur droit au plein emploi... sont indispensables dans la lutte d'ensemble des travailleurs pour la diminution du temps de travail et les trente-cinq heures pour tous !

# Les faux calculs du gouvernement

Les états-majors des ministères de l'Industrie, des Finances, de l'Emploi, de concert avec l'Hôtel Matignon et le palais de l'Élysée, se posent aujourd'hui une seule question : comment stimuler l'investissement industriel ? Les déductions fiscales et les réductions de charges dans ce but sont examinées sous tous les angles. La fameuse « modernisation » colle toujours mieux aux exigences des états-majors patronaux. Elle viendra conforter ceux-ci dans leur course au profit aux dépens de l'emploi.

Preuve s'il en est besoin : la carte des quatorze pôles de conversion créés par le gouvernement en février 1984 correspond à peu près exactement à la carte des plans de licenciements, mis en œuvre ou cautionnés par le gouvernement dans les zones industrielles traditionnelles de ce pays. Le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, la région du Creusot, le département de la Loire ou le bassin de La Seyne et de La Ciotat sont en danger de mort. Après les avoir exploités des décennies durant, le capital privé les délaisse pour d'autres sources de profit. Le gouvernement entérine la manœuvre. Le mouvement ouvrier organisé perd certaines de ses forces parmi les plus anciennes. La « rigueur économique » se double d'un projet politique : amoindrir les forces de résistance de l'ensemble de la classe ouvrière.

● Ces mesures « légales » ont été accompagnées d'une intervention active pour la suppression des emplois dans le secteur nationalisé. Qu'on se souvienne du Plan charbon de mars 1984, qui liquide six mille emplois par an jusqu'en 1988. Le Plan acier, voté par les députés communistes et socialistes en avril 1984, programme la suppression de 37 000 postes dans la sidérurgie jusqu'en 1987. Sans oublier la téléphonie, la navale, etc. Le gouvernement a rendu des arbitrages dans les conflits. En mars 1984, Bérégovoy autorisait quatre mille suppressions d'emplois à Citroën, à l'instar de ce qu'avait fait Mauroy deux mois plus tôt à Talbot. En juin, le gouvernement laissait courir le règlement judiciaire de Creusot-Loire. En août, Fabius donnait le feu vert aux 1 909 licenciements de Citroën-Aulnay.

● Tous les décrets gouvernementaux reposent sur l'adaptation de la légalité aux besoins patronaux. Très tôt après le 10 mai, le 17 juillet 1981, le protocole des trente-neuf heures est signé, introduisant la notion d'annualisation du temps de travail. La baisse d'une heure de la durée légale ne s'accompagne d'aucun effort pour créer le moindre emploi.

● Le 1<sup>er</sup> avril 1984, l'indemnité au titre des licenciements collectifs est supprimée par la nouvelle convention UNEDIC, sanctionnée par décret

gouvernemental. Désormais, alors que la courbe du chômage monte, ne subsiste qu'une allocation correspondant à 42 % du salaire à laquelle s'ajoutent 40 francs hebdomadaires et une allocation dite de solidarité nationale de 40 francs par jour. Un mois plus tard, le 28 mai, le gouvernement encourageait les partenaires sociaux à plancher sur la flexibilité.

● Innovation vieille comme l'austérité, le gouvernement s'efforce de casser les statistiques du chômage. Les TUC (travaux d'utilité collective) donnent un petit boulot payé le plus souvent 1 200 francs (1 700 maximum) aux jeunes, manière de les rayer des listes des chômeurs.

● Dernière astuce, l'extension des congés formation reconversion à l'ensemble des licenciements économiques. Il s'agit, depuis janvier 1985, de payer à peu près 70 % du salaire antérieur à un ouvrier en formation pendant six mois. Après un stage parking, il ira percevoir l'allocation de licenciement normale.

Taux de croissance moyen annuel du volume de l'investissement				
en %	73-77	73-83	77-83	83-89
France	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Allemagne	-1,6	0,2	1,5	1,5
Royaume-Uni	-1,3	-0,3	+0,4	+0,4

Fig. 3. Le rétablissement des profits ne s'accompagne pas d'investissements créateurs d'emplois... en France en particulier.

Fig. 1. Evolution du taux de profit officiel (valeur ajoutée = chiffre d'affaires diminué des produits consommés). Excédent brut d'exploitation = valeur ajoutée diminuée des charges salariales et des impôts sur la production.

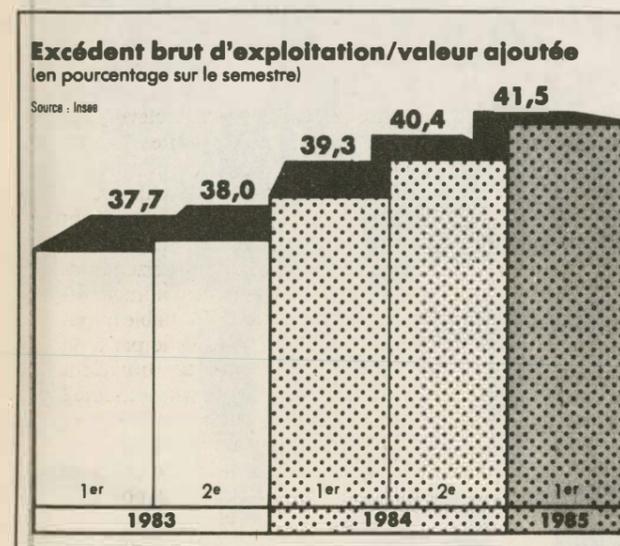
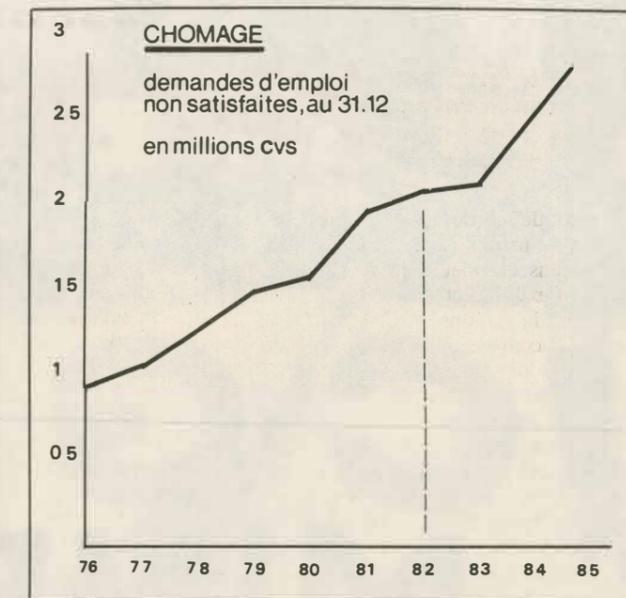


Fig. 2. Courbe de croissance du chômage.



## La défense élastique des syndicats

Les confédérations syndicales ouvrières n'ont pas fait un front contre les licenciements. Elles ont troqué leur fonction élémentaire de défense de l'emploi contre un soutien au gouvernement, né du 10 mai 1981.

La direction Maire de la CFDT avait de grandes ambitions. Elle espérait, par son impulsion, rénover le mouvement syndical en l'adaptant aux impératifs de la modernisation. Pour elle, l'intervention syndicale se concentrait sur la réforme des rapports sociaux à l'entreprise. Il convenait d'adapter ceux-ci aux impératifs de la robotisation et de l'automation, bref à la nouvelle organisation du processus de travail. Précéder les restructurations pour négocier à un moindre coût social leurs conséquences, telle était la ligne de Maire. Elle provoque une crise sans précédent dans la centrale qui se voulait la « deuxième gauche », qui se retrouve la troisième par la grâce des élections à la Sécurité sociale du 18 octobre 1983, et qui est en fait la première par l'importance des oppositions suscitées en son sein.

La CGT de Henri Krasucki a été particulièrement marquée par le passage du PCF au gouvernement. Des combats ont été explicitement non livrés au nom de la défense du gouvernement

Mauroy. A l'heure où des milliers d'emplois étaient sacrifiés au profit capitaliste, la CGT se contentait d'attendre, de huiler les rouages sociaux en faveur du gouvernement. Le départ des ministres communistes du gouvernement l'a conduite à adopter un autre langage, celui de la grève générale pour ne pas l'organiser. Hier chantre des droits nouveaux octroyés par les lois Auroux, et des nouveaux « critères de gestion », la voilà maniant ces thèmes en y adjoignant la grève générale. Cette CGT, hier en chute libre, essaye ainsi de combler la place laissée par la CFDT et FO. Ce nouveau langage approprié semble payer dans les urnes des récentes élections professionnelles. Et pourtant le chômage continue de progresser.

Les centrales ouvrières semblent d'ailleurs limiter leur champ d'intervention par l'existence pour le salarié d'un contrat de travail. Elles n'entreprennent que peu de démarches pour organiser les chômeurs et rattacher leur lutte pour l'emploi à celle des travailleurs menacés de licenciements.

Même face aux licenciements les centrales syndicales refusent le combat frontal. La première grève perçue comme déterminée par les restructurations industrielles, celle de Talbot (fin 1983, début 1984) posait à l'en-

semble du mouvement ouvrier la question centrale : faut-il se battre pour qu'il n'y ait aucun licenciement, pour que l'ensemble des forces ouvrières concentrent leur énergie autour de la lutte des licenciés, afin de faire comprendre au patronat le prix de licenciements massifs ? Ou bien faut-il accepter de sacrifier quelques centaines d'emplois dans l'espoir de sauver le reste et de préserver la firme de la fermeture définitive ? Les directions Maire et Krasucki ont opté pour la même solution, celle d'accepter le sacrifice de quelques-uns au nom de la sauvegarde des dix-sept mille autres. Bel échec ! Les licenciements continuent de plus belle à Citroën et Peugeot, et la marque Talbot risque d'être supprimée.

La flexibilité (voir le dernier épisode de la fin de l'année 1984) vient de mettre en lumière la coupure entre les directions syndicales, CFDT et FO notamment, et leur propre base. Non, les adhérents et militants syndicaux ne sont pas prêts au sacrifice. Les directions syndicales, CGT comme CFDT, laissent pourtant supporter à chaque lutte tout le poids du front social. Creusot-Loire après la sidérurgie, la Seyne après les mines de charbon, autant d'actions de grande ampleur perdues par le poids de leur propre isolement sciemment entretenu.



## Le poids du combat solitaire

Des luttes contre les licenciements, il y en a eu, et de belles, et il y en aura. La démission du sommet face aux licenciements patronaux et gouvernementaux n'est pas celle de la base.

Mais les luttes posent des problèmes qu'elles n'arrivent pas pour l'instant à surmonter.

1. Lorsque l'action est déclenchée dans une entreprise contre les licenciements à venir, ou contre la fermeture de l'entreprise, le poids de l'isolement pèse immédiatement. Là, on s'aperçoit du nombre de licenciements déjà obtenus par le patronat dans d'autres secteurs, dans d'autres usines voisines de la sienne. Et les succès patronaux se font sentir. La sombre perspective de se retrouver au chômage est difficile à surmonter.

Alors, comment briser ce mur, cet isolement ? L'interprofessionnelle, l'union départementale des syndicats, pourrait jouer un rôle irremplaçable de coordination de la solidarité autour d'une action. Mais souvent, elle a contribué à discréditer l'idée même de solidarité en laissant choir, dans le passé, des travailleurs pour qui soutenir les autres devient hors de question.

Les grévistes peuvent s'adresser directement aux autres usines du secteur, aux autres entreprises du groupe. Là encore, l'obstacle est là. Il est plus difficile d'obtenir un appui syndical face à un barrage d'inertie et de passivité. Combien de luttes dans les PME ont-elles buté sur ce genre d'obstacles qu'elles n'ont pu surmonter ?

2. Quand l'action touche de grosses entreprises — Creusot-Loire ou Renault —, quand elle touche des secteurs industriels entiers — charbon, navale ou acier —, le même problème se retrouve. L'échelon est simplement supérieur. En 1984, les mineurs de charbon sont montés à Paris. Les sidérurgistes lorrains aussi. Sans oublier ceux de la construction navale. En 1984, il y a eu toutes les usines Renault en grève au même moment, à la rentrée. Quel usage a-t-il été fait de cette disponibilité à se battre ?

Chacun est retourné dans sa région, sur son site, dans son atelier. Jamais une action unique, commune, n'a concentré cette force ouvrière. Jamais les énergies de tous ces secteurs n'ont été mêlées au même moment.

Regardez les mineurs anglais : ils ont bénéficié d'une solidarité nationale, internationale. Ils ont adopté des formes de lutte radicales, dures. Ils ont préservé



leur unité. Ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire céder Thatcher. Que leur manque-t-il, sinon le poids uni dans l'action, dans la grève, de tout le mouvement ouvrier britannique. Il est criminel de la part des dirigeants syndicaux des autres secteurs industriels d'avoir laissé tout le poids de la lutte contre les licenciements aux seuls mineurs de charbon.

3. D'où une question lancinante : comment gagner sur l'emploi maintenant, et comment s'y prendre ? Faute de réponse à cette question décisive, la crise et son cortège de licenciements apparaissent comme inéluctable, et les réflexes de débrouillardise individuelle se multiplieront.

A considérer ce que sont devenus les 1 905 licenciés de Talbot, les 1 909 licenciés de Citroën-Aulnay, il est évident que la visée patronale est d'abord l'atomisation de la classe ouvrière, et d'abord la plus combative, en une somme de cas individuels, de travail-

leurs hors entreprise occupés à survivre, à trouver un emploi.

4. L'unité est fréquente dans l'entreprise, lorsque les travailleurs ont le dos au mur. Tout au contraire, la division nationale des organisations syndicales règne depuis huit ans maintenant.

Cette division n'est pas la meilleure voie à emprunter pour faire face aux licenciements, mais elle suit le parcours sinueux des intérêts particuliers de chaque appareil syndical.

Concernant la flexibilité, CFDT, CFTC, CGC et FO voulaient l'unité au sommet pour faire passer le projet patronal et « isoler » la CGT. Cette dernière a répliqué, non par la mobilisation, mais par une contre-manoœuvre : interpeller et dénoncer à la fois les autres centrales qui, elles, voulaient signer.

La division des syndicats est à l'évidence un obstacle supplémentaire dans la voie de la riposte ouvrière aux licenciements et au chômage.

RENAULT

# La Régie dans l'attente

*L'affaire paraît claire. Après la nomination de Besse, les fils sont en train de se nouer pour faire sauter les résistances de la Régie face à la mise en œuvre du plan Dalle. Les réactions pour l'instant sont diverses. La préparation d'une grève générale face aux attaques qui se préparent reste pourtant à l'ordre du jour.*

Attente, craintes et question. Les travailleurs de la Régie se doutent qu'ils vont devoir faire face à de redoutables attaques, mais ne savent ni la forme exacte qu'elles prendront, ni quand le nouveau P-DG en dévoilera l'ampleur. En attendant les bruits circulent avec insistance : la Régie liquiderait Billancourt. L'île Seguin serait fermée, liquidant ainsi un symbole de taille dans la mémoire ouvrière. La charrette des licenciements serait proportionnelle au fonds récupérés lors de la fermeture du site : considérable.

A Renault-Flins se devinent des divisions profondes. Les travailleurs immigrés — à la tête des deux grèves dans l'usine depuis le 10 mai — se sentent en position de victimes désignées auxquelles ne sont offertes que deux issues : l'aide au retour, ou garder le silence. Pour l'ensemble des travailleurs, productifs et administratifs, une question tend à devenir lancinante : « Qui parmi ceux qui m'entourent sera sur la liste, ferais-je partie du lot ? »

La CGT et le PCF ont adopté le profil bas, on pourrait même préciser « rasemottes ». « Le problème est de savoir : un nouveau P-DG, pour quoi faire ? », explique Sainjon, secrétaire général de la fédération métaux de la CGT, dans les colonnes de l'Humanité. « S'agit-il de tailler dans le vif à la mode Peugeot-Calvet (...) Le man-

dat a-t-il un autre contenu visant en priorité le redressement de la Régie, son développement, la reconquête des marchés, le maintien des emplois et une politique sociale de progrès ? » Bizarre naïveté ! Tout le monde sait parfaitement, comme le titrait la CFDT-Flins au lendemain de la nomination du nouveau P-DG dans un tract que l'événement signifie « Besse... d'effectifs ».

Dans les usines, la CGT demande certes aux travailleurs de se tenir sur leurs gardes. Mais les questions que se pose le secrétaire général de la fédération sont le plus mauvais moyen d'y parvenir. Certains esprits « malveillants » osent une hypothèse. Celle d'un marchandage visant à échanger les suppressions d'effectifs en France, contre le retrait de Renault de sa filiale nord-américaine, AMC, accusée par la CGT d'être responsable de tous les maux de Renault. Cette manœuvre ne surprendrait pas de la part de Besse. Elle s'alignerait sur la démarche des constructeurs européens tels que Fiat ces dernières années. L'ex-P-DG de Pétrobrás pour des raisons d'économies financières avait adopté la démarche inverse pour l'aluminium : fermer des usines en France, en ouvrant au Canada. Le paradoxe n'est qu'apparent. Derrière deux déplacements géographiques inverses, se cache une même méthode : ne tenir compte que des coûts.



A la CFDT, la situation ne s'éclaircit guère. La direction a plus ou moins ou-

vertement désavoué le refus des syndicats CFDT de la Régie de signer le plan Ha-

non. Les démêlés de la confédération à propos de l'accord flexibilité se recourent

avec le cas Renault. Dans les usines, l'illusion n'est pas, par contre, de mise. A Flins, on s'attend à ce que les premières charrettes de licenciements soient avancées vers mai-juin. La CFDT « appelle donc le personnel de toutes les catégories professionnelles — car toutes seront touchées — à préparer une éventuelle épreuve de force. »

« Notre défense pour notre survie d'ouvriers et de travailleurs à la Régie, voilà ce qui est en jeu », concluent les camarades de la LCR de Billancourt dans leur dernier tract. Face à l'application du plan Dalle, à toute la branche automobile, toutes les forces visées doivent pouvoir se rassembler.

M. M.

## DBA-LOCKEED-BEAUVAIS

# Dalle vise aussi les équipementiers !

*Les travailleurs des « équipementiers » de la branche automobile vivent eux aussi à l'heure du plan Dalle. L'exemple de DBA-Lockeed à Beauvais est parlant. Les licenciements planifiés s'accompagnent de projets de restructuration de l'organisation des usines et du travail.*

Les « équipementiers » sont un peu les oubliés de la crise de l'automobile. Ils n'en subissent pourtant pas moins comme les travailleurs de Renault ou de Peugeot les effets de la chasse aux sureffectifs et les conséquences du plan Dalle.

Travaillant pour l'équipement des véhicules de l'ensemble des constructeurs automobiles, le groupe Valéo emploie 28 000 salariés. C'est le quatrième trust de l'automobile en France après Renault, Peugeot et Fiat. DBA-Lockeed, filiale du trust américain Allied-Corporation (7 117 salariés) est la 90<sup>e</sup> entreprise française selon le classement des mille premières établi par l'hebdomadaire *l'Expansion*, d'après leur chiffre d'affaires.

DBA-Beauvais est la plus importante entreprise du groupe. Elle emploie 1 300 personnes et est spécialisée dans la production des systèmes de freinage qui équipent aussi bien Volkswagen que Ford, Peugeot ou Renault. Les équipements du groupe Valéo se retrouvent eux, sur les véhicules Re-

nault, Peugeot, Opel, Ford ou Volvo. Sans ces équipementiers, l'automobile ferait du sur-place.

Chez DBA, les affaires tournent. Le chiffre d'affaires de la société a progressé de 16,3 % pour l'exercice 1981-1982, de 10,4 % pour 1982-1983. L'avenir de l'emploi, par contre, est plutôt sombre. Trois cents licenciements sont planifiés sur le site de Beauvais. La direction a mijoté un plan social d'accompagnement, combinant chômage partiel, départs volontaires pour reconversion, mutations dans d'autres établissements, multiplication du travail à temps partiel. Elle demande aux syndicats de le cautionner.

### « Small is beautiful »

Chez DBA, licenciement se conjugue avec « modernisation ». André Furia, P-DG du groupe, livrait d'ailleurs la recette de ce cocktail en mai 1983 à l'hebdomadaire *l'Usine nouvelle*. Sous le titre « *Small is beautiful* », on pouvait lire ces déclarations prometteuses :

« Pour remotiver les hommes au travail, il faut casser les usines géantes. Redonner pleine responsabilité aux cadres placés à la tête de mini ensembles décentralisés et oublier les vieilles recettes de productivité. »

Tiens donc ! Oublier la productivité ? Rassurez-vous, seulement les vieilles recettes. « Avec quelques dizaines de personnes dans une usine à la campagne, concluait *l'Usine nouvelle* après avoir écouté les leçons du P-DG Furia, on peut retrouver la compétitivité perdue dans un ensemble géant conduit par des adeptes des vieux principes d'organisation dite scientifique. »

Les projets de licenciements à Beauvais prennent tout leur sens à la lumière de ces déclarations. Toutes les craintes sont permises ! Lorsque l'on prône des unités de production de quelques dizaines de salariés, alors que le site de Beauvais en compte 1 300, les suites des 300 premières suppressions d'emplois sont aisées à deviner. Dans l'usine, la méfiance est de rigueur.

### Le point de départ

Depuis la fin 1984, la lutte contre les licenciements est en cours. Les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC ont démultiplié l'information du personnel, rencontré l'ensemble des personnalités locales, maires, conseillers généraux. Mais l'unité d'action commence à prendre du

plomb dans l'aile. Si la CFDT, majoritaire dans l'usine, maintient son refus des suppressions d'emplois, la CGT et la CFTC sont tentées de négocier le plan social. Un comité d'action regroupant tous les travailleurs qui veulent lutter contre les licenciements est en voie de constitution. Sa première réunion regroupait, samedi 21, une vingtaine d'ouvriers de l'usine. Mitterrand, qui doit venir en visite à Beauvais le 7 février, sera bien accueilli par ceux de DBA.

Les militants de la LCR de l'usine ont tenu récemment une réunion publique sur les restructurations en cours dans l'automobile, « Le refus de reconnaître les licenciements », commentait le quotidien local *le Courrier picard*, rendant compte du meeting, est de l'avis unanime des participants le point de départ de toute action face aux restructurations industrielles. » Des discussions approfondies autour de la question « quoi produire, pour qui et comment ? » avaient animé la soirée.

Si Renault est aujourd'hui sous les projecteurs des médias, l'exemple de DBA-Beauvais, comme celui de la lutte contre les licenciements chez Ducellier (groupe Valéo) à Issoire fin 1984, le démontrent : c'est l'ensemble de la branche automobile qui est concernée par une riposte d'ensemble au plan Dalle.

Michel Morel

## Formation à Paris

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux camarades sympathisants de la LCR, aux lecteurs et lectrices de *Rouge* et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Il se tiendra au 9, rue de Tunis (Paris XI<sup>e</sup>, métro Nation), le mercredi soir à 19 h, à partir du 9 janvier.

Voici les thèmes qui seront traités :

- La révolution en Amérique centrale - 6 février
- La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est - 13 février
- Pourquoi faut-il construire un parti révolutionnaire ? - 20 février

Pour s'inscrire remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à LCR-formation, 9, rue de Tunis 75011 Paris. Tél : 367 62 62

POUPEES BELLA

# Comment continuer ?

*Comment briser le mur de l'isolement ? Comment gagner ? Autant de questions pour les travailleurs en lutte, depuis six mois, à Bella. Dans l'usine, les réponses germent : la suite dépend d'une action départementale et nationale pour l'emploi.*

*Pour l'instant les UD CGT et CFDT font la sourde oreille. Même le tissu indispensable pour la fabrication des poupées de lutte, promis par les deux confédérations, n'arrive pas...*

● De notre envoyé spécial

Bella : les 315 ne sont plus en grève. Ils sont licenciés. Officiellement, l'entreprise est fermée, liquidée. En fait, les derniers jours de janvier sont l'occasion d'une activité dans l'ancienne usine. Les Bella achèvent de fabriquer la poupée de lutte, mise en vente le 31 janvier.

La poupée de lutte n'est pas le symbole de la remise en marche de la production. Nulle idée d'une coopérative ouvrière n'a fait surface. Chacun sait que sa mise en place s'effectuerait au prix de licenciements décimant le personnel toujours dans l'action.

Cette poupée, sa mise en vente, c'est d'abord pour dire que la lutte continue. C'est ensuite un appel à la solidarité. Dans le département des Pyrénées-Orientales, 25 % de la population active est au chômage. De quoi donner à beaucoup d'ouvrières l'intention d'aller jusqu'au bout, parce que, après, ce serait un chômage de longue durée, et souvent le conjoint y pointe déjà. Alors la poupée, c'est l'unité préservée du personnel autour du refus de tout licenciement.

**La lutte et ses difficultés**

Avant Noël, les poupées se sont vendues. Facilement. Il en résulte un trésor qui représente un cadeau empoisonné. A ceux qui rêvent de caisse de grève, l'expérience est instructive. Naturellement, le débat traverse le personnel pour savoir quoi faire de la somme provenant des ventes. Les cas sociaux s'accumulent. Ici des traites à payer, là une famille qui compte trop de chômeurs. La tentation est grande de se répartir l'argent. Mais après ? Ne serait-ce pas le solde de tous comptes de la lutte, si la répartition intervenait maintenant ? Et puis à qui distribuer le montant des ventes ? A celles et ceux qui continuent de venir ? Ou à celles et ceux qui, avant Noël, ont par-

ticipé à l'effort de ventes et demeuraient dans l'action ?

Débat lancinant, qui emplit les conversations individuelles. Question d'autant plus importante que les Bella ne sont pas au bout du rouleau. La lutte n'est pas à genoux. Il ne s'agit pas de liquider tout à la hâte, mais, soigneusement et collectivement, d'examiner les suites à donner, et donc d'utiliser les fonds au service de l'action.

Un autre débat traverse le personnel, à propos de l'attitude des unions départementales CGT, CFDT et CFTC.

L'entrevue entre l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC et les UD CGT et CFDT a tourné court. Demande des Bella : une journée ville morte, la liste des entreprises touchées par les licenciements, la possibilité pour les travailleurs de l'entreprise de rendre visite aux syndicats et sections syndicales du département pour développer la solidarité. La réponse évasive (et unitaire) des deux dirigeants départementaux ne fait pas monter la cote de ces structures qui passent pour peu actives (pour le moins) dans le soutien à l'action.

Et puis, il y a le tissu. Pour faire la poupée de lutte, il faut quelques dizaines de mètres de tissu rouge et de tissu noir pour la robe et le tablier. Les confédérations CGT et CFDT s'étaient engagées à les fournir. A Bella, on attend toujours...

**Comment continuer**

A Bella, on vit quotidiennement le poids de l'isolement de la lutte. Pas seulement parce que l'usine occupe une place particulière mais aussi parce que, comme toute lutte pour l'emploi, l'action pose le problème de l'extension à d'autres secteurs. Comment briser le mur de l'isolement ? Comment gagner ?

Ces questions-là, tout licencié, acculé dos au mur par la fermeture d'une entreprise, quelle que soit sa taille, se les pose. A Bella aussi. Germe une idée. Celle de montrer qu'à Bella, de-

puis six mois, tout a été fait pour maintenir tous les emplois, pour préserver l'unité du personnel contre les licenciements. Et que la suite dépend en grande partie d'une action nationale pour l'emploi, mise en œuvre par les syndicats départementaux et les confédérations elles-mêmes. Il s'agirait d'exiger des UD, des confédérations (et y compris d'aller leur dire à Paris) qu'elles organisent un tel mouvement d'ensemble pour l'emploi.

Cette démarche est décisive. Celles et ceux qui sont en lutte depuis si longtemps, après tant d'autres luttes les années passées, peuvent porter cette exigence avec l'autorité de l'action menée, de l'expérience engrangée, de l'unité maintenue.

Il y va de la crédibilité même du mouvement syndical et ouvrier, aux yeux des Bella. Qui, parmi celles et ceux qui se battent toujours à Perpignan, apporteraient le moindre crédit au mouvement ouvrier si celui-ci les lâche maintenant, s'il laisse la lutte s'effiloche. C'est pour le mettre devant

ses responsabilités, publiquement, que la démarche exigeant la construction d'un mouvement d'ensemble est importante.

Et c'est urgent. Car qui profite du chômage, du désarroi ouvrier face au chômage ? A Perpignan, c'est clair. Aux dernières cantonales, l'abstention était largement majoritaire. Dans ce cadre, au second tour,

droite et Front national demeureraient seuls en lice. L'organisation de Le Pen fit 46 % des suffrages exprimés. C'est peu sur le nombre d'inscrits.

Mais cela en dit long sur le prix des défaites ouvrières face aux patrons qui licencient. Et cela en dit également long sur la passivité des directions du mouvement syndical...

Bella continue de se battre pour « tous ses emplois ». Pour continuer, Bella devra mettre les directions syndicales, à l'échelon départemental et national, devant leurs responsabilités.

Jean Lantier

● Poupées Bella, rue du Languedoc 66000 Perpignan.



Editorial des feuilles d'entreprises

## Le truc du gouvernement pour diminuer le chômage

Le gouvernement vient de reprendre un vieux truc employé par Raymond Barre avant lui : pour baisser le nombre de chômeurs, il suffit de faire baisser les statistiques. Rien ne change sur le fond.

Mais avant de grandes échéances électorales, un nombre en diminution, ça fait bien dans une campagne électorale.

Les « contrats formation-reclassement » offrent donc cet avantage.

### Contrat bidon suite à un vrai licenciement

Les « contrats formation-reclassement », ce serait un an de mise au frigidaire du licencié. Il toucherait pendant six mois, 70 % de son salaire brut, le temps d'un stage de « formation » ; puis pendant les six mois suivant l'allocation de base, soit 42 % du salaire plus 41,40 F par jour avec un minimum de 60 % de la rémunération antérieure.

L'intérêt consiste à faire disparaître les 360 000 licenciés économiques par an dans cette « salle d'attente ».

### Et par dessus le marché, c'est le licencié qui paye !

Le chômeur en « CFR » resterait lié juridiquement à son ancienne entreprise et ne pourrait être considéré comme demandeur

d'emploi qu'un an après son expulsion de sa boîte d'origine.

Qui paierait ce contrat ? Selon les premières propositions gouvernementales aux « partenaires sociaux », ce serait en grande partie le licencié lui-même. Il serait obligé de renoncer à ses indemnités de préavis pour bénéficier des 70 % pendant six mois. Soit plus de trois milliards récupérés. Les patrons licenciés, eux, ne verseraient que 1,41 milliard.

C'est l'Unedic (11,28 milliards) et l'Etat (2,92 milliards) qui fourniraient le gros du financement.

Voilà donc un contrat qui serait plus à la charge du licencié que du licencié.

Pas mal, non ?

### On reparle de la flexibilité

Ce rétablissement d'une formule de licenciement économique (six mois à 70 % du salaire) serait l'objet d'un échange. Que le CNPF et les centrales syndicales acceptent ce contrat, et, en échange, le gouvernement relancerait par décret le dossier flexibilité qui a connu le sort que l'on sait avant Noël.

A l'approche des législatives de 1986, les grandes manœuvres commencent.

La seule manière d'y échapper, c'est encore de bâtir un mouvement de l'ensemble des travailleurs pour le droit à l'emploi, pour les 35 heures sans réduction de salaire, pour l'arrêt immédiat de tous les licenciements et contre toutes les formes de travail précaire.

AVORTEMENT

# Un droit en «liberté surveillée»

*Le 17 janvier 1975 entrait en vigueur la première loi légalisant partiellement l'avortement. La loi Veil-Pelletier est votée pour cinq ans. Elle donne satisfaction en partie seulement à la revendication du droit à l'avortement libre et gratuit portée par une mobilisation sans précédent des femmes.*

Le 5 avril 1971 paraît le Manifeste de 343 femmes s'accusant du délit d'avortement à l'initiative du mouvement des femmes, nouvellement créé. En posant publiquement le problème de l'avortement, les féministes donnent ainsi le coup d'envoi à une mobilisation profonde et durable à travers laquelle va se forger la conscience pour les femmes, à un niveau de masse, du droit à disposer de leur corps, à choisir d'avoir des enfants ou pas, à maîtriser leur destinée. C'est parce qu'elles se sont organisées sur leur propre revendication et qu'elles ont refusé tout compromis que les féministes ont pu impulser cette mobilisation, porteuse de bouleversements sociaux profonds et qui met directement en cause l'ordre capitaliste et patriarcal. Les signataires du Manifeste des 343 «salopes» ne seront pas inculpées. Dans le corps médical, leur initiative suscite des réactions violentes : 252 médecins se déclarent prêts à apporter leur soutien ; le président de l'Ordre national des médecins écrit dans une lettre adressée à la Confédération des familles chrétiennes : « En observant la qualité nominale des 343 délinquantes en question, l'orthographe et la résonance de leur nom patronymique, je me suis rendu à l'évidence qu'elles n'apparaissent pas très catholiques. » Dès lors, partisans et adversaires de l'avortement libre ne vont cesser de s'affronter.

Après le procès de Bobigny qui se termine sur un non-lieu, c'est avec la création du MLAC, début 1973, l'élargissement de la mobilisation : les groupes du MLAC se multiplient, pratiquant des avortements sans que la législation bourgeoise répressive, paralysée par une mobilisation de masse, puisse s'exercer. Les groupes de base du MLAC organisent des initiatives et des débats dans les villes, les quartiers, les entreprises.

La pression est telle que la revendication du droit à l'avortement est reprise par les syndicats et les partis réformistes. Elle fait partie de la campagne présidentielle de Mitterrand en 1974. Malgré l'échec de l'Union de la gauche, la loi Veil est votée à la fin de l'année 1974. C'est qu'à travers cette mobilisation, la radicalisation des femmes est apparue comme une force politique avec laquelle il faut compter et qui a ses incidences dans le jeu électoral. Une partie de la droite aussi a compris la leçon...

Si la loi Veil reconnaît « qu'en définitive, la décision ultime ne peut être prise que par la femme », la volonté du gouvernement Giscard est claire : « faire une loi dissuasive et protectrice ». C'est par rapport à ces objectifs qui visaient à maintenir les femmes dans un état de subordination et de mineures que se sont élaborés tous les aspects restrictifs et répressifs de la loi, toujours en vigueur aujourd'hui : les délais, les femmes étrangères, l'autorisation pour les mineures, l'entretien obligatoire, la clause de conscience des médecins et le maintien de l'article 317 du Code pénal qui rend passible d'amendes ou de peines de prison toute personne enfreignant la loi. La loi n'est pas venue simplement codifier un droit, elle est bel et bien venue le restreindre. Après le vote de la loi, les procès pour avortements illégaux vont se multiplier...

Si une partie de l'opinion publique se démobilise, pendant cinq ans et jusqu'au prochain rendez-vous, les organisations

féministes et le MFPF ne cesseront de dénoncer l'hypocrisie de cette loi, d'en réclamer l'abrogation et l'inscription de l'avortement au code de la santé. « Toute femme qui demande un avortement, dans ou hors la loi doit trouver une solution à sa demande », le MFPF, dans ses centres, reçoit ces demandes, dresse des dossiers...

L'échéance de 1979 voit se remobiliser, avec la même force, toutes celles et ceux qui se sont battus en 1973 pour l'avortement libre et gratuit. Deux manifestations de plus de 50 000 personnes, l'une à l'appel d'un collectif de personnalités féministes, l'autre à l'appel des collectifs unitaires réunissant toutes les forces de gauche à l'exception du PCF, précéderont le débat à l'Assemblée. Malgré cela, la loi Veil sera reconduite avec les mêmes limites. Tous les députés de gauche la voteront telle quelle, évitant ainsi au gouvernement Giscard de se trouver face à une crise politique ouverte. De nombreuses militantes, en particulier dans le PS, en garderont le sentiment d'une trahison.

Avec la gauche majoritaire en 1981, il faudra encore que les femmes se mobilisent pour imposer au gouvernement qu'il mette

en œuvre une des promesses du candidat Mitterrand : le remboursement par la Sécurité sociale de l'avortement. Cette dernière mesure « de justice sociale élémentaire » vient faire disparaître un des aspects les plus réactionnaires inscrits dans la loi : la discrimination par l'argent et le « commerce » sur le ventre des femmes. Les aspects restrictifs et répressifs de la loi restent. Acquis de haute lutte par la mobilisation, de 1975 à aujourd'hui, le droit à l'avortement pour les femmes demeure un droit en liberté surveillée, toujours guetté par une droite avide de prendre sa revanche et d'imposer son ordre réactionnaire.

Le MFPF, récemment dans une conférence de presse, faisait ainsi le bilan de « dix ans de légalisation partielle de l'avortement » : « Depuis dix ans, la notion du droit de décider de la venue d'un enfant et l'utilisation des moyens de contraception et avortement semblent s'intégrer à la vie quotidienne des femmes. »

Mais les restrictions de la loi et l'insuffisance d'équipements font qu'elles ne trouvent pas forcément de réponses à leur demande. Il dénonçait, d'autre part, l'hypocrisie qu'il y a à « reconnaître, d'une part, un droit, et dans le même temps considérer comme un crime l'exercice de ce droit. »

Au moment où la droite relève la tête, la vigilance par rapport aux acquis s'impose. Mais aussi, et plus que jamais, si on ne veut pas revoir fleurir les procès pour avortement, la lutte pour la levée de toutes les restrictions et pour la dépénalisation de la loi, afin que soit réellement reconnu aux femmes le droit de décider d'avoir ou non des enfants.

Sonia Folloni



Une usine, au jour le jour

● « Des voitures et des hommes. Les vingt ans de Renault-Sandouville », de Louis Géhin et Jean-Claude Poitou. Editions La découverte, 80 francs.

« Etrangeté des mœurs de notre société (superbement) humanisée : le seul nom propre à figurer sur chacune des voitures qui sort toutes les minutes des chaînes de finition de l'usine de Sandouville est celui d'un homme qui n'a jamais connu cette usine, qui était certainement très loin d'imaginer de tels modèles de véhicules et qu'aucun des 9 600 salariés de l'entreprise n'a jamais rencontré... (et ne risque pas de rencontrer !) : Paix aux cendres de Louis Renault, grand constructeur d'automobiles (et triste patron)... »

Dès les premières lignes, le ton du livre de Louis Géhin et Jean-Claude Poitou est donné : fourmillant des mille détails de la vie quotidienne de l'usine de Renault-Sandouville, non sans humour, agréable à lire. La grille de lecture des deux auteurs — le premier fut secrétaire du syndicat CGT de Sandouville de 1969 à 1981, le second est journaliste à *Vie ouvrière* — n'y ôte rien. Au lecteur de faire le choix quant aux appréciations qui en ressortent.

L'histoire de Sandouville passe à la radioscopie, comme la production des véhicules tout au long de la chaîne. Les témoignages sous forme de multiples passages d'interviews d'ouvriers et d'ouvrières décrivant leur vécu, donnant leur point de vue, forment la trame d'un livre dont la lecture est plus que d'actualité à l'heure où les projecteurs des licenciements sont braqués sur la Régie.

Contribution à une histoire

● « A contre-courant » de Boris Souvarine — Ecrits 1925-1939. Editions Denoël, 120 francs.

A l'occasion de la mort récente de Boris Souvarine la plupart des commentateurs ont voulu voir dans ce fondateur du PCF le précurseur de la lutte contre le stalinisme. La réalité est plus complexe. Exclu du PCF et de l'Internationale communiste en raison de ses sympathies pour le combat de Trotsky et de l'opposition à Staline, Souvarine poursuit, un temps, le combat pour la refondation révolutionnaire du mouvement communiste. Puis il rompit progressivement avec le marxisme et le mouvement ouvrier.

C'est le mérite des éditions Denoël que de rééditer une série de textes de Souvarine écrits entre 1925 et 1939. Et de faire redécouvrir le Souvarine des premières années, celui qui écrivait fièrement, à l'instar de cet article de 1925 dans le *Bulletin communiste* : « Ce qui a fait faillite, ce n'est pas le bolchevisme, c'est sa parodie, la prétendue bolchévisation. »

Puis vient 1929 et la rupture avec Trotsky. Sur près de cent pages, le présent ouvrage rend compte, grâce à leur correspondance, de la polémique qui opposa les deux hommes. A cet égard, *A contre-courant* permet de mieux comprendre comment, en dépit de leurs qualités et en raison de leurs faiblesses, nombre d'opposants communistes au stalinisme ont été broyés et ont sombré dans un désespoir qui les conduisit aux pires errements. « Notre mouvement, écrivait Souvarine à Trotsky, est désespéré, disloqué, presque partout en miettes. Il est sans têtes, sans cadres, sans masses. Aussi, sans information, sans culture (...) Restent quelques hommes dispersés, qui travaillent pour se mettre "à la page" et n'y réussissent que très relativement. » Le passage ultérieur de Souvarine à des positions franchement réactionnaires — comme celles sur la guerre d'Espagne, reproduites dans ce volume — s'éclaire à partir de cette réalité.

Christian Picquet

## GREVE DES MINEURS BRITANNIQUES

# Le bras de fer contre la dame de fer

*A travers le NUM, Thatcher veut briser la résistance ouvrière. Face aux attermolements de la direction travailliste, la direction du NUM et la gauche du Labour veulent faire céder la Dame de fer.*

Les mineurs britanniques qui en sont à onze mois de grève doivent faire face à deux ennemis. Le premier, intraitable, n'est autre que Thatcher. Le second, plus insidieux, se trouve dans les rangs du mouvement ou-

port du charbon, en soutien aux mineurs.

La direction menace de licencier plus de 600 cheminots pour raison économique si le syndicat ne revient pas sur son mot d'ordre de boycott. Les centrales élec-

### Collecte mineurs (suite)

Cellule A.P. (collectes) .....	1 265 F	CAF 13° Paris (collecte)	380 F
Sympathisants Paris ..	750 F	Fédération 75 (collecte)	835 F
Richard Labrousse,		PTT Télécoms 93	
Liancourt .....	150 F	(collecte) .....	380 F
Docteur, de Berlin ..	500 F	Sète-Marseille .....	50 F
		Paris (cartes postales)	940 F

le NUM reconnaisse qu'il y aurait des fermetures de puits pour cause de non-rentabilité » et qu'il accepte

ment contre la politique d'austérité des conservateurs. Mais de cela, Kinnock n'en veut pas. Il a répondu

sa revendication impossible de ne pas admettre les fermetures de puits non rentables. » Il a bien essayé, Kinnock. Mais il n'y est pas encore arrivé !

### Un round d'observation

Le NUM a répondu au NCB : « D'accord pour négocier sans préconditions. » La formule vaut pour les deux parties. Un premier échange a eu lieu sur cette base qui n'a été qu'un rappel de positions antagonistes. On est encore loin d'un compromis. L'une des pierres d'achoppement est la discussion sur les critères de rentabilité.

La grève entre dans une phase cruciale. Ce round d'observation permet de tester les failles de l'adversaire. Celui-ci fomenté une scission dans le NUM qui dépasserait le seul comté de Nottingham. Devant une telle éventualité, le TUC a été obligé de déclarer qu'il ne reconnaîtrait pas cette

nouvelle fédération si elle devait voir le jour.

Toute la question est de savoir si le mouvement de soutien à la grève des mineurs pourra faire la jonction avec d'autres luttes et d'autres mouvements qui se font jour et s'ils pourront tenir jusque-là. Les éléments existents : grève d'une demi-journée des postiers contre la fermeture de 78 bureaux de postes principaux et 900 bureaux secondaires suite à un plan de restructuration. Dans le secteur hospitalier, les syndicats ont prévu une semaine d'action en avril contre la privatisation des services qui entraîne des licenciements. Dans le nord-ouest, une démonstration politique est prévue en mars contre la législation réactionnaire prise contre les municipalités des grandes villes aux mains de la gauche travailliste.

La guerre n'est pas finie comme le reconnaît un officiel du NCB : « Il y a beaucoup de problèmes à résoudre. Cela ne se fera pas en un jour. »

Alain Nazier



vrier. Il s'agit des directions du TUC et du Parti travailliste.

Kinnock, leader du Labour, reconnaît que Thatcher n'a d'autre objectif que d'écraser le NUM, le syndicat des mineurs. Il accuse même au Parlement, le Premier ministre d'avoir sciemment torpillé les négociations entre le NUM et le NCB (les Charbonnages britanniques) pour attendre que plus de la moitié des mineurs aient repris le travail.

Le gouvernement y met le prix, au propre et au figuré. Les frais de police s'élèveraient à 195 millions de Livres (environ 2 milliards 145 millions de francs) Les chemins de fer chiffrent leur perte d'exploitation à 1 milliard 430 millions de francs du fait du boycott par les cheminots du trans-

triques estiment leur perte à 9 milliards 350 millions de francs alors qu'elles prévoient un profit de 2 milliards 530 millions de francs. Les Charbonnages situent, eux, leur perte entre 10 et 20 milliards de francs.

Pendant ce temps, les mineurs continuent d'être poursuivis en justice pour entrave au travail, piquets illégaux ou voies de fait sur des jaunes. Ainsi, 500 mineurs ont été licenciés suite à des condamnations par le tribunal. Pour le moment, la direction ne parle pas de les reprendre dans ses propositions de négociations. Scargill, lui-même, collectionne les amendes qui s'élèvent maintenant à des dizaines de milliers de Livres. Thatcher a dit et redit encore au Parlement la semaine dernière qu'il n'y avait qu'une seule solution : « que

la solution mise au point par un office prétendument neutre qui a abouti à reconnaître le bien-fondé des fermetures prévues. Une reddition ! Elle en fait la condition d'une reprise des négociations.

### Entre le marteau et l'enclume

Kinnock et les autres savent l'enjeu de cette grève. Thatcher ne leur laisse pas d'échappatoire. La défaite des mineurs serait une défaite pour le mouvement travailliste lui-même. Thatcher doit défaire le NUM pour s'en prendre au reste des acquis du mouvement ouvrier britannique. La voie pour résister à cette attaque est dans le soutien sans faille aux mineurs, dans la généralisation du mouve-

par un non méprisant à la proposition de Tony Benn, leader de la gauche, d'organiser une action nationale pour les libertés syndicales, municipales et démocratiques. L'objectif réel, c'est la chute de Thatcher, les mineurs, la gauche du Labour l'ont répété. Mais Kinnock ne veut remplacer Thatcher que par la voie électorale et ne veut pas dépendre du mouvement de masse.

Aussi multiplie-t-il, avec le secrétaire général du TUC, les offres de bons offices pour tenter de faire redémarrer les négociations. Il implore Thatcher d'être compréhensive et de permettre une sortie dans l'honneur pour les mineurs.

A cela, Thatcher n'hésite pas une seconde à répondre : « S'il (Kinnock) voulait la fin de la grève, il agirait pour que le syndicat retire

## Succès de la souscription pour Barricada

En décembre dernier, Rouge et Rotographie, l'hebdomadaire et l'imprimerie de la LCR, lançaient une souscription destinée à venir en aide à Barricada, l'organe du Front sandiniste, durement touché par les contraintes économiques de l'état de guerre, auquel l'impérialisme contraint le Nicaragua. En quelques jours, nos lecteurs et les sympathisants de la LCR ont répondu à l'appel et nous ont fait parvenir plus d'un million de centimes.

Grâce à cette somme, nous avons pu, au début du mois de janvier, faire parvenir à Barricada, une encireuse, machine destinée au montage de la maquette du journal.

La solidarité avec le Nicaragua libre se mesure aussi à ce type de soutien.

P. R .....	100
Akim .....	100
Eric B. ....	200
Daniel G., Paris .....	100
J.-P. M., Rouen .....	500
G. M., C. B., Bezons .....	150
Didier M., Narbonne .....	100
Paris SFQI .....	750
F. C., Valence .....	100
Jules F., Cazals .....	160
R. R., Champagnole .....	50
V. L., Sarcelle .....	500
M. M., Rouen .....	64
Y. T., Brest .....	500
F. L., Sarcelles .....	100
Un Cévenol, Alès .....	500
Collecte meeting parisien du 10 décembre .....	7 500
<b>Total</b> .....	<b>11 470</b>

BD

# Tonton et Milou à Angoulême

Arrivé à Angoulême samedi matin, Tonton Mitterrand, qui a été accueilli à sa descente d'avion par le député-maire Rastapopoulos, a inauguré le musée Alix Fabius, décoré Super-Dupont de la Légion d'honneur, et sommé la SPA de le débarrasser du petit cabot blanc qui avait hurlé à la mort durant son discours d'hommage à 'Hergé, et pissé sur le bas de son pantalon lors de l'accolade au capitaine Haddock du GIGN. Le ministre de la Défense, qui accompagnait le président, a confirmé que le lieutenant Blueberry, qui avait déserté à Nouméa pour permettre à un groupe de Kanaks d'échapper au coup de filet de l'armée, sera passible du conseil de guerre...

Deux gros livres vont vous en apprendre plus sur la BD en 750 pages que tous les discours entendus à Angoulême. *Les Trésors de la bande dessinée* (éd. de l'Amateur) est la bible de tout bédéphile ; la quatrième édition de cette volumineuse somme de connaissances, la seule à répertorier toutes les bandes dessinées parues depuis l'apparition du phénomène. Vous y retrouverez plus de 150 000 titres, avec mention d'éditeur, d'année de parution, d'auteur... et de cote d'achat !

*L'Année de la BD 84-85* (éd. Glénat) se présente cette année sous une forme cartonnée et recense la production, les modes, événements, faits et gestes ayant eu trait au septième art au cours de l'année écoulée... Pour ne pas paraître idiot !

Du tout frais pour Angoulême, et déjà près de quarante albums en un petit mois de janvier...

Chez Casterman, M. de Loustal rejoue *Morocco* de Sternberg à la sauce Pierre Benoit. Sous le soleil du désert, le fringant officier se défringantiserait au fur et à mesure que la passion le brûlerait (*Cœurs de sable*, de Loustal et Paringaux).

Architecture en folie dans *la Fièvre d'Urbicande*, de Schuiten et Peeters. Récit glacial et déshumanisé sans véritable intérêt : la fascination des formes y écrase trop le récit.

*Triton*, de Daniel Torrès, ibérique qui arrive précédé d'une réputation bien surfaite. Torrès est peut-être un fantastique affichiste, mais sa prestation BD ne m'arrachera pas des cris d'admiration.

Reste F'Murr, toujours aussi génial, qui avec *Tim Galère* nous raconte les prouesses de Timofort, né des amours sidérales de Jehanne (d'Arc) dite la Pucelle, avec un martien en goguette... Vous croyez que je déconne ? Allez donc faire un tour du côté

de l'imagination débridée, insolente et décapante de F'Murr...

Chez Dupuis, le statu quo juridique lié au rachat des éditions n'empêche pas les rééditions de deux classiques depuis longtemps épuisés et introuvables : *Mermoz* de Vic Hubinon, fut l'une des plus célèbres biographies du Spirou des années cinquante ; et *le Ranch de la malchance*, un Jerry Spring datant de 1959, dessiné par Jijé, est aussi beau qu'un Blueberry !

Chez Novedi, justement, on annonce pour courant 1985, deux Blueberry, par deux dessinateurs différents ! *Les Démons du Missouri*, qui continuera les aventures de jeunesse de Blueberry, et sera dû au crayon de Colin Wilson, et *le Bout de la piste*, qui clôturera le cycle entamé avec *la Dernière Carte*, qui sera encore dessiné par Giraud. Si vous voulez comparer les styles, jetez donc un coup d'œil sur les deux ju-meaux yankees.

Les Éditions du Lombard rééditent l'un des albums les plus rares de la mythique collection du Lombard : *Corentin chez les Peaux-Rouges* de Paul Cuvelier, paru initialement en 1956, c'est-à-dire juste après la sortie en Europe du film de Delmer Daves *la Flèche brisée* qui, comme lui, propose une vision de la nation indienne loin de tous les manichésismes.

Bizarries de l'édition, celui qui s'appelle Jhen chez Casterman, se nomme Xan au Lombard. Le quatrième volume de cette sulfureuse tranche d'histoire (*Jehanne France* dessiné par J. Pleyers) laisse de côté le mal qui ronge l'âme de Gilles de Rais pour évoquer ce Moyen Âge où rôdent soudards, écorcheurs et ... sosies de la pucelle d'Orléans !

Enfin, le plus bel album de ce début d'année, le second tome d'*A la recherche de Peter Pan* de Cossey. Étrange et merveilleuse

Quatre femmes travaillant dans la bande dessinée ont choisi de lancer un pavé sacrément pertinent. Le manifeste publié par Nicole Claveloux, Florence Cestac, Chantal Montellier et Jeanne Puchol ne nomme personne, mais vise tout plein de publications qui bâtissent leur tirage sur les réflexes les plus crasses de tout macho qui sommeille...

« — Navrante cette prétendue presse percluse des plus vieux et des plus crasseux fantasmes machos.

« Navrant de voir la plupart des journaux de bande dessinée emboîter le pas, prendre le chemin réducteur de l'acroche-cul et de l'attrape-con.

« De la "porno à quatre mains", au "strip-tease des copines", en passant par "l'étude comparative des Lolitas", "le roi de la tripe", "les nouveaux esclaves", les "mange-merde", j'en passe, les talents se

déploient, virils. Ils nous proposent d'accompagner "le grand capitaine Rommel" dans le souflet nouveau de l'aventure.

« Rétro, humour fin de race, potins mondains-branqués, nostalgie coloniale, violence gratuite, poujadisme, sexe-con, fétichisme, sexisme et infantilisme sont à l'ordre du jour.

« Parce que nous aimons certaines bandes dessinées, parce que nous souhaitons que les journaux soient au service des créateurs et pas des seuls marchands, parce que ces derniers réduisent chaque jour davantage la place accordée à la création au profit de l'uniformisation, nous avons voulu réagir, en souhaitant que cette lettre trouve un écho auprès des auteurs comme des lecteurs. »

A un tel appel, notre soutien est total.

Michel Laszlo



aventure de cet écrivain anglais en vacances dans les Alpes valaisannes peu avant 1930, et y retrouvant l'ombre d'un demi-frère disparu, et la silhouette d'une sauvageonne aussi impétueuse qu'un torrent, et aussi belle qu'une contrée parmi les plus belles d'Europe. Ce chant d'amour à la montagne

et à une femme qui en est le fruit sauvageon, est d'une rare beauté. La grâce et la splendeur du trait y composent une symphonie bucolique qui doit autant à la poésie d'un Ramuz qu'à celle du petit elfe inventé par James M. Barrie.

Michel Laszlo

## Télévision

● **Samedi** 15 h 30 (A 2) en direct de Twickenham, « Angleterre-France » en ouverture (différée pour cause d'hiver rigoureux) du tournoi des 5 nations.

● **Dimanche** 20 h 35 (TF 1) *le Crime était presque parfait* d'A. Hitchcock, avec R. Milland et G. Kelly. Adaptation d'une pièce de théâtre policière, qui ne vaut que pour le traitement de la tentative de meurtre de Grace Kelly.

21 h 35 (A 2) Seconde émission de la série Pour le meilleur et pour le pire,

consacrée à l'Égypte, sarco-phage de l'amour.

22 h 30 (FR 3) *Nuits de feu* de Marcel L'Herbier (d'après Léon Tolstoï) avec Gaby Morlay et Madeleine Robinson. Gare à la poussière !

● **Lundi** 20 h 35 (FR 3) *Police Python 357* d'A. Corneau, avec Y. Montand, S. Signoret, F. Périer, S. Sandrelli et M. Carrière. Second long métrage de Corneau, *Police Python 357*

est un polar d'une intensité dramatique peu commune, qui aurait pu s'intituler « la

force du destin ». Destin qui broie petit à petit tous les principaux personnages, à l'intérieur d'une mise en scène minutieuse, mécanique de précision qui n'est pas sans rappeler celle d'un Fritz Lang dans des films comme *l'Invraisemblable vérité*, *la Cinquième Victime* ou même *Furie*. Politique dans son essence et novateur dans son traitement, le film de Corneau après *France, société anonyme* confirmait le talent de son réalisateur lorsqu'on le laissait seul maître de son produit.

● **Mardi** 20 h 40 (A 2) Dossier de l'écran, « Demain la bombe, et après ? » Autour

du film de C. Challenge *Malevil* d'après le roman de R. Merle. Est-ce vraiment un hasard si la direction d'Antenne 2 a préféré le récit philosophique à l'évocation terrifiante et convaincante du téléfilm US *le Jour d'après* qui, programmé dans la plupart des pays anglo-saxons et nordiques, a eu un impact terrible sur le public, et contribué au développement des idées pacifistes... ?

20 h 35 (FR 3) Dernière séance consacrée à la tonique actrice américaine Virginia Mayo. Au menu, deux films de Raoul Walsh, un flamboyant film de pirates *Capitaine sans peur* avec

G. Peck et V. Mayo et un superbe western tourné en 1949, *la Fille du désert*, avec J. MacCrea et V. Mayo, qui est un remake du célèbre *High Sierra* que Walsh réalisa en 1941 avec H. Bogart.

● **Judi** 20 h 35 (TF 1) premier épisode de *Au nom de tous les miens*, la saga de Martin Gray, réalisée par R. Enrico.

22 h (FR 3) *Trois Frères* de Francesco Rosi avec C. Vanel, P. Noiret et M. Placido. A l'occasion des obsèques de leur mère, trois frères citadins (un juge, un ouvrier et un instituteur) retrouvent pour quelques jours leur père dans sa fer-

me du sud de l'Italie... Film intimiste et attachant, d'une très grande sensibilité, qui fut à la fois mal compris de la critique et du public, qui attendaient un constat socio-politique sur le contraste entre la vie citadine et les mœurs paysannes...

● **Vendredi** 23 h (A 2) *Place aux jeunes* de Leo Mac Carey avec V. Moore et B. Bondi. Un mélodrame superbe sur la difficulté d'être vieux. Comme toujours chez Mac Carey, la tendresse gomme la virulence des comportements, et l'émotion y est un ressort absolument complémentaire au récit. Très beau, donc.

Michel Laszlo



PLUS DE 5000 A PARIS POUR LA KANAKY

# «Grandissez votre mouvement pour briser notre carcan»

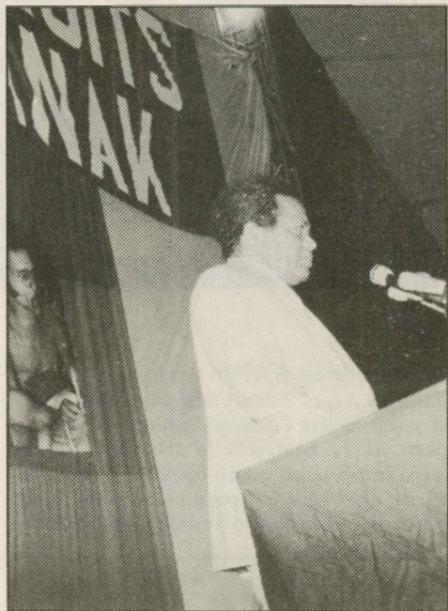
(Jean-Marie Tjibaou)

«Indépendance, indépendance!» Plus de cinq mille personnes debout ovationnent l'arrivée de Jean-Marie Tjibaou. Le meeting convoqué à l'Espace Balard par l'Association information et soutien aux droits du peuple kanak fut un très grand succès dépassant toutes les prévisions. Depuis des années on n'avait vu un tel type de rassemblement à Paris.

C'est que la cause du peuple kanak est en train de mobiliser ou de remobiliser toute une frange de travailleurs et de jeunes qui n'acceptent plus la politique du gouvernement ni l'arrogance de la droite et des fascistes. Ce constat était déjà apparu lors de la première réunion nationale des comités de solidarité convoquée, en toute hâte, samedi dernier en présence de Jean-Marie Tjibaou. Plus de quinze villes présentes; aujourd'hui le nombre aurait largement triplé.

Ce succès est dû aussi à la pratique unitaire de l'association qui, refusant toutes les exclusives, a fait appel au soutien de toutes les organisations anticolonialistes. Et c'est ainsi qu'une grande partie de l'extrême gauche, du PSU et des Verts s'est retrouvée, à Balard, avec le PCF, la CGT, le MRAP et la FEN. L'association, forte du soutien du FLNKS, a ainsi réussi à imposer l'unité à des forces jusqu'à présent hésitantes. Un pas considérable a été franchi, même si ces grandes organisations se sont contentées d'apposer leur signature sans organiser la moindre mobilisation et si *l'Humanité* de mercredi oublie tout simplement, dans la liste des signatures, les organisations d'extrême gauche. Il manquait cependant à l'appel le PS, la CFDT et FO, cette dernière allant même jusqu'à refuser de recevoir Jean-Marie Tjibaou.

Enfin il faut noter le silence du PCI, absent du meeting, et la présence nombreuse de LO qui avait appelé sans «soutenir»... La LCR, quant à elle, avait mobilisé toutes ses forces, distribuant en quelques jours 90 000 tracts. Mardi soir, c'est un chapiteau bourré qui accueillit tour à tour: Thierry



Berthoud, président de l'association, Antoine Comte, un des avocats de l'extrême gauche et des anticolonialistes, Jean-Jacques de Felice, vice-président de l'association et de la Ligue des droits de l'homme, Joe Nordman, avocat du PC, Gabriel Marque, Claude Bourdet, Hnalaine Uréguéi et Jean-Marie Tjibaou.

La présence massive de jeunes immigrés et de travailleurs antillais montre l'impact de la lutte du FLNKS sur toutes les victimes du colonialisme français.

En concluant ce meeting, Jean-Marie Tjibaou s'est écrié: «J'ai l'espoir que votre peuple devienne plus libre et qu'il puisse ainsi nous libérer.» C'est cet appel à la solidarité de deux peuples en lutte contre le même adversaire que le président du FLNKS est venu lancer en France. Cet appel a été entendu.

G. V.

